

# INPRECOR

correspondance de presse internationale

septembre 1997 - n°416

inprecoi

Prix : 35 FF / 150 FB / CHF

*Dossier*

## Mexique

*Après la tourmente électorale*

**Services publics**

*L'offensive néolibérale*

**Amérique latine**

*VII<sup>e</sup> Forum de São Paulo*

**Albanie**

*La victoire incomplète*

**Les nôtres**

*Pietro Tresso*

# Sommaire

## Editorial : Etat d'Israël

*Vers l'explosion !* Michel Warschawski **3**

## XIV<sup>e</sup> camp international de jeunes

*Une brèche dans la forteresse Europe* Penny Duggan **5**

## Les nôtres

*Pietro Tresso, un révolutionnaire internationaliste* Livio Maitan **6**

## Services publics

*L'offensive néolibérale* Maxime Durand **8**

## Brésil

*Avancées et reculs du néolibéralisme* Gustavo Codas **12**

## DOSSIER

*Le Mexique après la tourmente électorale* **15**

*Le crépuscule du PRI* Document du PRT **16**

*Féministe, homosexuelle et députée* Entretien : P. Jiménez **19**

*Déclaration de l'EZLN* Document **21**

*ALENA et militarisation* Benito Rojas **26**

## Albanie

*Le goût amer d'une victoire incomplète* Georges Mitralias **29**

## Russie

*Guerre totale entre les clans ennemis* Georges Mitralias **30**

## Amérique latine

*VII<sup>e</sup> Forum de São Paulo* José Martinez Cruz **33**

## France

*Le gouvernement Jospin refuse d'abroger les lois racistes* Albert Rochal **35**

## Abonnement

(11 numéros par an)

<b>France - DOM-TOM - Europe</b>	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
<b>Afrique du Nord - Moyen-Orient</b>	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
<b>Afrique - Amériques - Asie</b>	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
<b>Pli fermé France - Europe</b>	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement   
Réabonnement

- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (600 FF, 1 an)
- **« Lecteurs solidaires »** (150 FF, 6 mois)
- **« Découvrir INPRECOR » \*** (75 FF, 3 mois)

\* Réservé aux nouveaux abonnés

Nom - Prénom : .....  
Rue : .....  
Commune / Code postal : .....  
Ville : .....  
Pays : .....

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : (33-1) 43 79 29 60

Fax : (33-1) 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Gérant et directeur de publication :

Jean Malewski

C.P. n° 59117.ISSN 1 0294-8516

**Conception et maquette :**

Rotographie

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>me</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

# Israël-Palestine : Vers l'explosion !

Il aura suffi d'un double attentat-suicide pour que l'Autorité palestinienne soit à nouveau acculée à la défensive et que le gouvernement de Netanyahu passe du banc des accusés à celui de la victime. Pourtant cet attentat était inévitable, provoqué et voulu. Mais tout se passe comme si l'opposition israélienne et l'opinion publique internationale n'attendaient qu'un prétexte qui leur permette de retrouver leur rôle traditionnel, à savoir soutenir Israël face au soi-disant terrorisme palestinien.

Ceux-là même qui une semaine avant l'attentat accusaient Netanyahu de provoquer les Palestiniens à commettre des attentats, qui prédisaient que la poursuite de la colonisation en Cisjordanie minait l'autorité de Yasser Arafat et poussait la population palestinienne à des actes désespérés, font aujourd'hui les surpris et se scandalisent du soi-disant laisser-faire du Raïs face aux organisations intégristes. Quelle hypocrisie !

Tout d'abord, rien n'indique que les deux suicides viennent des territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne ; il semblerait, au contraire, qu'ils soient venus de l'étranger, par les postes-frontalières israéliens. Rien non plus n'indique qu'ils appartiennent au mouvement Hamas : Hezbollah — qui n'a aucune présence en Palestine — serait, d'après des sources israéliennes, l'instigateur du dernier attentat. S'il y a des lacunes du côté des renseignements et de la sécurité préventive, c'est plutôt du côté israélien qu'il faut chercher les coupables.

## Mettre à genoux Arafat

Mais, en fait, la responsabilité n'est pas à chercher auprès des services secrets, qu'ils soient israéliens ou palestiniens, mais chez les dirigeants israéliens qui ont pris des décisions politiques dont les derniers événements sont les conséquences inévitables, prévues, voire même voulues.

Entre l'ouverture du tunnel sous l'esplanade des mosquées de Jérusalem en automne dernier et la décision récente du maire de Jérusalem de commencer la construction d'une colonie juive dans le quartier de Ras el Amoud, la coalition de droite n'a pas manqué une seule occasion pour mener le processus négocié à une impasse et tenter de réouvrir les accords signés entre l'OLP et le précédent gouvernement israélien. Pour Netanyahu et ses alliés de l'extrême droite, Yasser Arafat n'est pas un partenaire qu'il faut ménager, mais un adversaire qu'il faut mettre à genoux, jusqu'à ce qu'il accepte d'être le Pétain de l'occupation israélienne. Pour ne pas le devenir, le président de l'Autorité palestinienne avait annoncé, après l'ouverture des travaux de la nouvelle colonie de Har Homa sur la colline d'Abu Ghneim à Jérusalem, qu'il cessait la coopération militaire avec les Israéliens. « Tant mieux » avaient répondu les proches collaborateurs du premier ministre israélien, et contrairement à l'avis des responsables de l'armée et des services de renseignements qui savent que la police de Yasser Arafat est indispensable pour neutraliser les organisations islamistes.

Pour Yasser Arafat il ne saurait y avoir de coopération militaire sans un minimum de coopération politique et de négociations. Diktats politiques israéliens et refus de respecter les engagements pris auparavant (passage garanti entre Gaza et la Cisjordanie, ouverture d'un aéroport à Gaza, libération de détenus politiques, et surtout redéploiement substantiel de l'armée israélienne en Cisjordanie) empêchent le Raïs de poursuivre la coopération en termes de sécurité, sous peine de perdre le peu de crédit qui lui reste auprès de l'opinion publique palestinienne.

Le chef des services secrets israéliens le comprend qui, il y a quelques semaines, exigeait du gouvernement israélien de décider clairement s'il voulait l'affaiblissement de Yasser Arafat et à terme la fin de son pouvoir, ou, au contraire, un partenaire fiable qui puisse imposer à son peuple les conditions d'un accord minimal. Benjamin Netanyahu s'est bien gardé de répondre à la question, mais les initiatives gouvernementales prises avant et après les attentats sont sans équivoques : aux yeux de l'équipe Netanyahu, Arafat reste un leader terroriste qu'il faut acculer à la capitulation, et pour ce faire, tous les moyens sont bons, en particulier un resserrement du bouclage des territoires occupés qui





aggrave encore d'avantage la misère de la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie. Le chantage à la famine n'est pas nouveau, Rabin en était un partisan convaincu, mais dans l'état actuel des choses il ne peut avoir qu'une implication politique : la recrudescence des opérations armées et des attentats contre les militaires et les colons, mais aussi contre la population civile israélienne, auquel cas, Netanyahu pourra claironner que le terrorisme reste l'obstacle principal à la reprise des négociations.

Sans véritable option alternative, le Président de l'Autorité palestinienne navigue à vue : sous pression américaine, il accepte d'arrêter quelques militants islamistes et de donner à Israël certaines informations concernant les organisations de l'opposition, mais parallèlement, il organise, à Gaza et à Ramallah, des rencontres d'union nationale avec les dirigeants de l'opposition pour recréer un front uni contre les pressions israéliennes. Tout semble indiquer que le peuple palestinien est prêt à soutenir Arafat dans ses tentatives de résister aux provocations israéliennes, et le propre parti du président, le Fatah, vient d'annoncer des mesures de mobilisation de ses militants, qui n'excluent pas un retour à des moyens militaires, en particulier contre les colons.

### **Une direction divisée**

Face à l'union nationale qui se dessine dans le camp palestinien, la direction politique israélienne est de plus en plus divisée : soutenus par l'appareil militaire, mais aussi par l'administration américaine et les chefs d'États arabes, les ministres israéliens de la défense et des affaires étrangères, essaient de sauver le processus négocié, et font pression sur la bande à Netanyahu pour que celle-ci lâche du lest et redonne au président palestinien un bout de ficelle où il puisse raccrocher le dialogue israélo-palestinien en train de sombrer. Mais le silence lamentable d'Ehud Barak, nouveau leader du parti travailliste, ne leur rend pas la tâche facile. Dès son élection, il y a trois mois, ce dernier a décidé d'éviter tout débat de fond avec Netanyahu, misant sur les conflits internes au Likoud et à la coalition gouvernementale. Le problème est que ces conflits ne déboucheront sur une crise institutionnelle que si le principal parti d'opposition décide de partir en bataille. Il s'avère que l'ancien général en chef devenu leader politique n'est pas un bagarreur et préfère jouer des muscles à l'intérieur de son parti, contre tous ceux qui risqueraient de ne pas accepter ses méthodes dictatoriales. Toujours est-il qu'avec une telle opposition, Netanyahu a les coudées franches pour continuer sa politique aventuriste, qui tôt ou tard mènera à une explosion dont personne ne peut prédire les conséquences.

# Une brèche dans la forteresse Europe

Par  
Penny Duggan

**Les cinq cents jeunes camarades présents au quatorzième camp de jeunes en solidarité avec la Quatrième Internationale ont démontré du début jusqu'à la fin leur détermination de faire une brèche dans la forteresse Europe. Partant des discussions sur la lutte contre l'Europe de Maastricht, les accords de Schengen et autre critères de convergence, ils ont abordé à la fin de la semaine des sujets plus stratégiques : pourquoi et comment en finir avec la société d'aujourd'hui ?**

Ils ont échangé leurs expériences de lutte contre les restrictions budgétaires dans l'éducation, contre le racisme et le fascisme, pour la défense de l'environnement en vue d'arriver à une compréhension mutuelle, ce qui constitue une base indispensable pour un travail en commun. Il est impératif que les liens se renforcent entre les luttes et les forces actives dans chaque pays. Un engagement a été pris pour essayer de construire un réseau jeunes contre l'Europe néo-libérale en se basant, sur la mobilisation du mois de juin 1997 pour le contre-sommet d'Amsterdam ainsi qu'en participant à des initiatives unitaires (l'appel des jeunes de Refondazione pour une manifestation à Venise le 13 septembre et la prochaine manifestation contre le sommet européen à Luxembourg au mois de novembre).

Ces débats, dont le programme avait été décidé par des représentants des camarades jeunes des quinze pays qui co-organisent le camp, ont été riches.

On a pu donc écouter Daniel Bensaïd sur divers sujets tels que l'actualité de la Révolution russe, la vie du Che et son importance ou encore notre projet de société. Alain Krivine était également présent et a expliqué aux camarades, pour la plupart même pas nés à l'époque, les formes de la radicalisation profonde de la jeunesse en « soixante-huit » et comment elle a pu contribuer au développement de la Quatrième Internationale.

Autre point fort de la semaine : le meeting sur l'Amérique latine où Pola Ferrari, jeune Uruguayenne de 24 ans et une des organisatrices de la rencontre d'avril 1996 du Front jeunes contre la répression qui avait rassemblé cinq mille jeunes militants du Cône sud, nous a parlé de la situation en Amérique latine avec les luttes des jeunes, des sans-terre du Brésil et des indigènes du Mexique autour de l'Armée zapatiste de libération nationale...

Au moment du bilan, toutes les délégations étaient unanime pour considérer que les forums ont été tous bien préparés et d'un bon niveau. En témoigne aussi la bonne participation à toutes ces activités « politiques » stricto sensu.

Le camp est aussi une occasion où nous essayons de mettre en pratique, pendant une semaine, certains de nos principes. Il est d'abord un lieu où les propos et les actes racistes, sexistes et homophobes sont interdits. Il est aussi un lieu autogéré par les jeunes. Même si on fait appel à un certain nombre d'« adultes » pour des tâches politiques ou

techniques, la direction du camp se définit au cours de réunions des représentants des différentes délégations. Ainsi, des jeunes du Portugal et de Pologne, de Suède et d'Italie apprennent à travailler ensemble malgré les différences de culture — aussi bien politique qu'alimentaire ou tout simplement de vécu quotidien.

Les femmes disposent aussi d'un lieu à elles, pour l'organisation de débats, de fêtes ou seulement pour se retrouver entre femmes. Et à la fin de la journée femmes — jour où tous les débats tournent autour de la lutte des femmes — la disco elle-même devient un espace « non-mixte » pour qu'une grande fête puisse clore cette journée avec une affirmation de la force et de la solidarité des femmes du camp.

Une autre fête très appréciée a été celle animée par les camarades portugais sur le thème de la solidarité avec le tiers monde. La musique occidentale y était bannie pour laisser la place à la musique latino-américaine, africaine et asiatique.

La dernière (et pour beaucoup la meilleure) fête du camp fut celle organisée par les camarades de l'espace gay et lesbien. Celle-ci est une tradition. Un espace est animé en permanence par les gays et lesbiennes avec des débats, des expositions pour que toutes celles et tous ceux qui le veulent se retrouvent ensemble. La fête dans la disco a une autre dimension, qui est d'encourager tout le monde à réfléchir sur sa sexualité et certaines inhibitions en la matière.

Un camp donc très réussi cette année malgré une certaine baisse de participation par rapport aux années précédentes. Le camp se chevauchait avec deux autres initiatives importantes pour des jeunes attirés par les idées de solidarité avec le tiers monde — la deuxième rencontre contre le néolibéralisme et pour l'humanité organisée cette année dans l'État espagnol et le Festival Mondial de la Jeunesse et des étudiants à Cuba auquel les organisations présentes ont envoyé un message solidarité. Pour la première fois une petite délégation de Russie était présente, ce qui, avec la participation chaque fois plus forte des nos camarades polonais, nous aide à faire une brèche vers l'Est dans la forteresse Europe.

Avec de grands remerciements aux camarades français pour tout leur travail, les délégations sont reparties en se donnant rendez-vous pour le quinzième camp au Danemark en 1998. ■

# Pietro Tresso, un révolutionnaire, un internationaliste

Par  
Livio Maitan

**Le XIV<sup>e</sup> camp international de jeunes s'est tenu près de Brioude, dans le Massif Central français. C'est dans cette région que quatre résistants trotskystes ont été assassinés après leur évacuation. Cet épisode tragique a été marqué par un hommage rendu par Livio Maitan à l'un des quatre, Pietro Tresso, fondateur du trotskysme italien (voir ci-contre). Nous avons également invité Raymond Vacheron, militant connu de la région et co-auteur avec Pierre Broué d'un livre récent sur cet événement, afin qu'il nous explique comment il avait pu reconstituer toute l'histoire.**

Quelqu'un parmi vous se posera sans doute la question : pourquoi une rencontre de ce camp est-elle dédiée à un homme qui est né il y a plus d'un siècle et dont la plupart de vous n'aura jamais entendu parler ? Or, nous avons pris cette initiative parce que nous nous réunissons cette année assez près du lieu où cet homme a été tué sans pitié, avec d'autres camarades, et que le souvenir d'un militant révolutionnaire internationaliste comme lui nous permet d'évoquer des événements semblables les plus dramatiques du siècle qui touche à sa fin.

Pietro Tresso est né le 3 janvier 1893 à Magré, près de Vocence, en Vénétie, d'une famille de métayers. A l'âge de neuf ans, sa condition familiale l'oblige à abandonner l'école pour devenir apprenti tailleur. Cette entrée précoce dans le monde du travail stimule chez lui une prise de conscience, sociale et politique, également précoce : à quatorze ans il adhère aux Jeunesses socialistes. Juste à la veille de la Première guerre mondiale, à la suite de son activité antimilitariste, il est traîné devant un tribunal militaire. Tout en n'étant pas condamné, il est assigné à un bataillon de discipline. Devenu officier, il va connaître, tout au long de trente trois mois, la vie inhumaine des tranchées dont vous aurez eu une idée en regardant des films sur cette guerre absurde et terrible. Tombé malade de tuberculose et reconnu invalide, il reprend sa vie civile et en même temps son activité militante. Ainsi, il s'engage à fond dans les vicissitudes du mouvement ouvrier dans la période cruciale entre 1917, l'année de la victoire de la révolution d'Octobre, et 1921, l'année de la scission du vieux Parti socialiste et de la fondation du Parti communiste. Tresso est parmi les partisans les plus actifs de la gauche socialiste, notamment de la fraction inspirée par Amadeo Bordiga, et après la scission il accomplit des fonctions très importantes. Entre autres, en 1922, deux semaines après l'avènement du fascisme, il fait partie de la délégation italienne au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste. Détaché à Moscou auprès de l'Internationale des syndicats rouges, il collabore avec Antonio Gramsci, lui aussi à Moscou à l'époque. En 1926, au congrès de Lyon, où une majorité inspirée par Gramsci prévaut sur la fraction de Bordiga, il est élu membre candidat du Comité central. Peu après, la répression fasciste ayant frappé de nombreux dirigeants du parti, il devient membre titulaire du Comité central et par la suite du bureau politique. Il assume des tâches aussi bien dans le Centre organisationnel de l'intérieur, qui

opère clandestinement, que dans le Centre de l'extérieur, installé dans l'émigration. Auparavant, en février 1927, il avait participé à une conférence pour la reconstruction de la Confédération du travail dont il intègre le Comité directeur.

Les années 1929-1930 auront des conséquences profondes — et profondément négatives — dans l'histoire de l'Internationale communiste. C'est dans cette période que les organismes de direction de l'Internationale, désormais entièrement subordonnés aux intérêts du groupe dirigeant stalinien de l'URSS, imposent une analyse des partis sociaux-démocrates qui, malgré leurs dérives, ne cessaient de représenter une composante majeure du mouvement ouvrier avec laquelle il était impératif de rechercher une unité d'action face au fascisme, consolidé en Italie et de plus en plus menaçant en Allemagne. Un débat sur cette analyse et ces orientations se développe, à des rythmes serrés et dans des tons de plus en plus âpres, dans les organismes de direction du Parti italien aussi. Le Bureau politique lui-même se divise presque à moitié : quatre de ses membres — dont le représentant des jeunesses — se prononcent en faveur des positions adoptées depuis juillet 1929 par l'Internationale et trois, dont Tresso, s'y opposent. Ceux-ci rejettent l'orientation prônée notamment par Togliatti, surtout parce qu'ils ne croient guère qu'on puisse prévoir une crise révolutionnaire à court terme en Italie et donc orienter l'activité dans la perspective d'un affrontement décisif imminent entre les classes dominantes et le prolétariat. Les faits ont démontré incontestablement que les positions de Tresso et de ses camarades, Leonetti et Ravazzoli, étaient correctes : depuis longtemps personne n'ose affirmer le contraire. Cela n'empêche que les trois ont été la cible des attaques les plus vicieuses, débouchant sur leur expulsion en juin 1930. S'ouvre alors un nouveau chapitre de la vie de Tresso, aussi dur que les précédents. Assez vite, il prend connaissance des positions défendues par Léon Trotsky et l'Opposition communiste de gauche. Il constate que des convergences substantielles existent avec ses propres positions et trouve dans les réflexions de l'Opposition l'explication de la parabole régressive du régime soviétique et des contradictions du Parti communiste italien lui-même. Il continue son activité en tant qu'émigré en France en contribuant au renouveau tourmenté du mouvement révolutionnaire. Il suffit à ce sujet de citer brièvement Pierre Naville, intellectuel d'une très grande envergure, militant du

mouvement ouvrier de son pays des décennies durant et un des dirigeants du mouvement trotskyste dans les années 30 : « Blasco (pseudonyme utilisé le plus souvent par Tresso) fit partie de la direction de nos organisations, participa largement à l'élaboration de notre politique, et je peux dire que le travail que nous avons fait à cette époque, entre 1931 et 1938, lui doit beaucoup. ». Pierre Frank, l'un des dirigeants les plus connus de la IVe Internationale, s'est exprimé presque dans les mêmes termes. En 1938, Tresso couronne son engagement dans la reconstruction révolutionnaire en participant dans la banlieue parisienne au congrès de fondation de la IVe Internationale et devient membre de son Comité exécutif.

Par ailleurs, malgré les difficultés extrêmes propres à un travail dans l'émigration, il avait continué à être actif au sein du Parti socialiste maximaliste et en tant que membre du Conseil général de ce parti. En janvier 1935 il prend part à un débat retentissant où tout au long de trois soirées, les différentes tendances du mouvement ouvrier italien s'expriment sur la question de savoir si leur unité organisationnelle serait possible. Participent, entre autres au débat le dirigeant socialiste le plus connu, Pietro Nenni et le futur secrétaire de la CGIL, Giuseppe Di Vittorio.

**La guerre**, l'occupation de la France et l'instauration du régime du maréchal Pétain marquent dramatiquement la dernière phase de la vie de Tresso. Bien que recherché par la police secrète allemande, l'impitoyable Gestapo, il entreprend, avec d'autres militants, une nouvelle activité clandestine. Le 1er juin 1942 il est arrêté à Marseille et torturé en présence de sa compagne Barbara. Comme l'annoncent des quotidiens français du 2 octobre, un tribunal de Vichy le condamne à dix ans de travaux forcés. Un an plus tard, il est libéré, avec d'autres détenus, de la prison de Puy-en-Velay, à la suite de l'action courageuse d'un détachement de maquisards. Mais des militants de la Résistance, membres du PCF ou sous son influence, ont connaissance de

sa détention et de sa libération. Vingt jours après l'évasion spectaculaire, Tresso et trois de ses camarades, les militants marxistes révolutionnaires Pierre Salini, Abraham Sadek et Jean Reboul, disparaissent. On n'aura jamais plus de nouvelles d'eux. Des décennies se sont écoulées avant que quelqu'un ne se décide à parler en donnant des informations sur l'accomplissement matériel du crime. Mais il n'y a jamais eu le moindre doute sur les commanditaires : l'exécution a été dictée par des appareils et des individus agissant dans la logique d'extermination du stalinisme.

Si on revient plus de cinquante ans après sa disparition sur le destin d'un homme comme Tresso, une réflexion surgit spontanément : les conditions et les moments les plus dramatiques de sa vie correspondent à des conditions et des moments parmi les plus dramatique de la première moitié de notre siècle. Il a connu dans son enfance les conditions misérables qui étaient le lot, non seulement en Italie, de la très grande majorité de la paysannerie. Il a souffert dans sa chair des déchirement de cette catastrophe sans nom que fut la Première guerre mondiale. Il a contracté une maladie qui était le fléau de l'époque et dont très peu de gens avaient la chance de guérir. Il a été contraint de vivre dans la clandestinité sous ce régime fasciste qui imposa à l'Italie vingt ans de dictature et d'obscurantisme. Il a été emporté par les tempêtes de la Seconde guerre mondiale qui a ravagé le monde encore plus que la Première. Poursuivi par cette Gestapo dont les crimes sans précédent ont eu comme théâtre l'Europe toute entière, il a subi, comme beaucoup de citoyens français et non français une condamnation par le régime fantoche de Vichy en passant dans ses prisons la dernière année de sa vie. Point culminant, monstrueusement paradoxal, de sa tragédie : après avoir échappé à ses geôliers, il est assassiné par ceux là-même qui l'avaient libéré ou par leurs camarades et amis, qui pourtant se situaient du même côté de la barricade et, fussent-ils inconscients ou cyniques, continuaient à se réclamer du communisme et d'une démocratie reconquise. Il subit ainsi le même sort de ceux qui dans la décennie précédente, en Union soviétique, avaient été victimes de la répression stalinienne.

Toujours est-il que l'existence de Tresso a été aussi marquée par des événements d'un signe tout à fait différent. Notre camarade a pu éprouver le sentiment de vivre pleinement lorsqu'il a contribué, encore

très jeune, à construire le Parti socialiste ; qu'il s'est engagé dans la solidarité internationale avec la révolution d'octobre ; qu'il s'est placé au premier rang dans la bataille pour la fondation du Parti communiste ; qu'il a pu constater au début des années 30 que la lutte menée avec ses camarades avait une dimension internationale et qu'il a pu vivre les heures lumineuses de la montée de 1936 en France et de la révolution espagnole. Il a été surtout réconforté par la conscience d'avoir toujours maintenu sa cohérence dans la lutte incessante qui a été sa raison d'être.

**Tout cela se reflète** — nous semble-t-il — dans une lettre poignante qu'il a envoyée de sa prison en octobre 1942 : « *C'est justement parce que nous sommes restés jeunes que nous nous trouvons pratiquement en dehors des diverses "églises". Les mêmes aspirations morales qui nous ont poussés, dès notre jeunesse, à l'intérieur d'un parti, nous ont poussés en dehors dès qu'elles se sont trouvées en désaccord avec ce qu'on appelle les nécessités pratiques. Si nous avions vieilli, nous aurions entendu la voix de l'expérience ; nous serions devenus des "sages", nous nous serions adaptés, ainsi que beaucoup d'autres, à la rue, au mensonge, au sourire obséquieux envers les divers "fils du peuple", etc. Mais cela nous a été impossible. Pourquoi ? Parce que nous sommes restés jeunes. Et pour cela insatisfaits de ce qui est et aspirant toujours à quelque chose de mieux. Ceux qui ne sont pas restés jeunes, sont, en réalité, devenus des cyniques. Pour eux, les hommes et toute l'humanité ne sont que des instruments, que des moyens qui doivent servir à leurs buts particuliers, même si ces buts sont couverts avec des phrases d'ordre général ; pour nous les hommes et l'humanité sont les seules véritables réalités existantes.* »

L'auteur de cette lettre est lui-même conscient que ses propos peuvent apparaître assez généraux. Il se peut qu'il en soit ainsi. Néanmoins, ils donnent des suggestions existentielles à tous ceux et à toutes celles qui, en n'acceptant pas le monde tel qu'il est, veulent lutter pour le changer et ne sont guère disposé(e)s à vendre pour un plat de lentilles la priorité d'un engagement révolutionnaire internationaliste.

J'espère que vous aurez compris pourquoi nous avons voulu qu'un hommage à la mémoire de Pietro Tresso soit rendu dans ce camp, que vous approuverez notre choix et que vous ferez de votre mieux pour ne jamais vieillir et rester toujours jeunes ! ■

# L'Offensive néolibérale

Par  
Maxime Durand

**L'offensive contre les services publics est universelle. Il ne s'agit pas seulement d'une remise en cause de la forme de propriété du secteur public mais, plus fondamentalement, du mode de satisfaction des besoins sociaux. Cela explique les difficultés réelles pour le mouvement ouvrier à répondre à cette offensive.**

Le capitalisme d'après-guerre s'est développé et a obtenu ses performances économiques sous des formes particulières où le développement des services publics occupait une place centrale. Il faudrait introduire ici les distinctions qui s'imposent entre services sociaux (santé, éducation, etc.) services publics de réseau (énergie, transports, postes et télécommunications) et secteur public (sidérurgie, banques, etc.). Il faudrait aussi rendre compte des différenciations existant d'un pays à l'autre, par exemple entre les États-Unis et l'Europe, ou bien entre le Nord et le Sud. On se contentera ici d'insister sur la double nature des services publics pris au sens large. D'un côté, ils répondent à des aspirations profondes portées par de puissantes luttes sociales. Mais, en même temps ils ont, pendant toute une période, représenté pour le capitalisme une source de stabilité et de légitimité.

### La mise en cause d'un modèle

Etat-providence, service public et plein emploi dessinaient une issue globale à la crise ouverte par la grande dépression des années trente qui avait débouché sur le fascisme et la guerre. Ils représentaient également une réponse à la montée révolutionnaire, incarnée par l'URSS et la Chine, et à une vague de mouvements sociaux potentiellement révolutionnaires, en Europe et au Japon. Ces dispositifs ont ensuite sous-tendu une période de dynamisme exceptionnel du capitalisme, en dépit (ou à cause) des multiples instruments de régulation qui venaient encadrer les mécanismes de marché. Les théoriciens de ce modèle en concluaient que le capitalisme organisé pouvait dépasser la contradiction entre la recherche du profit maximal et le maintien de débouchés susceptibles d'absorber une production en forte croissance. Les services publics, pris au sens large, avaient donc une fonctionnalité économique revendiquée. Du coup, ces performances permettaient de fonder la légitimité du système qui affirmait, non sans arguments, qu'il savait dorénavant éviter les crises et qu'il garantissait à chacun un emploi, une protection sociale de qualité, et une croissance rapide du pouvoir d'achat.

L'offensive néolibérale représente un renversement total de ce discours, une entreprise systématique de délégitimation du modèle précédent. Dans le cas français, un retour en arrière d'un demi-siècle permet de réaliser que tous les acquis issus de la

Libération sont remis en cause : salaire minimum, sécurité sociale, conventions collectives, nationalisations. Ce retournement résulte de la combinaison de trois grandes tendances étroitement imbriquées. Au niveau économique, la fin de l'onde longue expansive peut s'analyser comme une perte d'efficacité de tous les dispositifs de l'après-guerre. Pour ne prendre qu'un exemple, le développement des dépenses sociales, à partir du moment où elles s'autonomisent par rapport à une logique purement marchande, finit par se transformer de soutien de la demande en pression excessive sur la rentabilité du capital.

L'offensive du capital conduit en second lieu à une modification des rapports de force sociaux, à la fois internes et externes. A l'intérieur, la profondeur de la crise rend inopérantes des politiques social-démocrates appliquées de plus en plus timidement, tandis que l'effondrement des sociétés bureaucratiques contribue à vider de contenu l'idée même d'alternative tout en supprimant une pression qui ne s'exerçait d'ailleurs vraiment plus que dans le Tiers Monde.

Le troisième élément est la mondialisation, en ce qu'elle permet de faire pression idéologiquement, mais aussi matériellement, sur la plupart des conquêtes sociales. Dans le domaine des services publics, on assiste à la constitution de grands groupes multinationaux qui obtiennent une certaine autonomie à l'égard des États nationaux et, en tout cas, une position qui leur permet d'imposer leurs intérêts propres, notamment sous forme de privatisation ou d'ouverture aux capitaux privés.

### Une offensive généralisée

Au-delà même des différenciations entre secteurs et pays, ce qu'il faut souligner avec force, c'est justement la prétention à l'universalité de l'offensive néolibérale. C'est ce qui permet de parler de services publics en un sens très large, tant la similitude des arguments et des stratégies est frappante. Pour ne prendre que l'exemple mexicain, la privatisation du téléphone et la transformation d'un (maigre) système de retraites par répartition en fonds de pension ont été mis en oeuvre exactement selon la même logique qu'en Europe. Par une sorte de « développement inégal et combiné » à l'envers, c'est dans les pays du Tiers Monde que le projet néolibéral s'exprime souvent de la manière la plus

radicale. Il s'agit toujours de réduire les dépenses publiques en fonction de « normes » préétablies, qu'il s'agisse de taux de prélèvements obligatoires, du déficit public ou du service de la dette. Les arguments d'assainissements internes et de gestion de la contrainte extérieure se combinent selon des proportions qui diffèrent évidemment en fonction du degré de dépendance de chaque économie nationale.

Cet universalisme s'incarne au plan organisationnel. Ce sont par exemple les experts du FMI qui colportent à travers le monde des plans d'ajustement sortis du même moule. C'est à l'OCDE qu'est confiée la tâche de piloter la mise en place de systèmes fiscaux en Europe de l'Est. C'est enfin la Banque Mondiale qui produit un rapport sur les retraites codifiant, pour la planète entière, le passage à des fonds de pension par capitalisation.

### Une offensive marchande

Quel est le point commun entre les retraites et le prix du timbre ? Sur le fond, ces deux services ont en commun d'être offerts d'une manière relativement socialisée. Les retraites par répartition consistent en effet à déconnecter le versement de la pension de l'effort individuel d'épargne, et à organiser une forme de solidarité sociale entre actifs et inactifs. C'est la société (et non une compagnie d'assurances) qui garantit à ceux qui paient aujourd'hui des cotisations qu'ils recevront plus tard une retraite, selon certaines règles qui ne sont pas strictement individualisées. Le prix du timbre est lui aussi fixé de manière socialisée : c'est le principe fondamental de péréquation tarifaire qui intervient ici pour établir le principe selon lequel, sur un territoire donné, l'envoi d'une lettre coûtera le même prix. Là encore, le prix de la prestation n'est pas proportionnel à son coût individuel.

Cette socialisation retire jusqu'à un certain point le statut de marchandises aux biens et services correspondants. L'offensive néolibérale peut au contraire

être analysée comme un projet visant à faire disparaître cette caractéristique, et à rendre, voire à donner, le plein statut de marchandise dans tous ces domaines. Ce n'est pas seulement la forme de propriété du secteur public qui est ici en cause mais, plus fondamentalement, un mode de satisfaction des besoins sociaux. C'est la libéralisation qui est visée, autrement dit l'individualisation de l'offre de biens et services. Cette compréhension générale permet d'éviter l'erreur de penser que le débat sur les services publics est purement technique, et aussi de prendre la mesure des difficultés réelles pour le mouvement ouvrier à répondre à cette offensive.

### L'argumentation néolibérale

A côté d'un discours idéologique normatif, l'offensive néolibérale s'appuie sur des arguments qui se veulent plus objectifs. Le premier insiste sur les transformations intervenues qui rendraient obsolètes les services publics traditionnels. La demande se serait diversifiée et ne porterait plus sur des prestations standardisées ; du côté de l'offre, les mutations technologiques rendraient possible une structuration différente, plus souple, des réseaux. Il est vrai que les transformations mentionnées rendent possible la remise au privé de secteurs isolables et à forte rentabilité (c'est tout le débat sur l'Accès de Tiers aux Réseaux). La tendance correspondante est de scinder les services publics entre la gestion de l'infrastructure et l'utilisation des réseaux. Cependant, même si l'on admet qu'une telle réorganisation puisse être viable, ce qui est discutable dans certains secteurs, cela n'implique en rien que de telles réformes soient « nécessaires ». Cette distinction entre potentialités technologiques et nécessité est un point-clé du débat.

Le second argument est celui de l'efficacité. Dans certaines circonstances, où les services publics fonctionnent particulièrement mal (on cite traditionnellement le cas de la poste italienne), il est difficile de s'opposer à un processus de privatisation supposé répondre à tous les maux. Ces évidences sont cependant trompeuses. Il y a souvent un glissement sur la définition même de l'efficacité qui s'obtient souvent en partie par disparition des missions de service public. Une entreprise privée qui se concentre sur les parcours rentables sera ainsi plus « efficace » qu'un service public couvrant l'ensemble d'un territoire. Mais cette supériorité aura pour contrepartie une satisfaction sélective des besoins

sociaux. La prétention du privé doit d'ailleurs être discutée d'un point de vue inverse : on dispose maintenant de plusieurs exemples qui montre que la logique de privatisation peut aller au-delà de critères très généraux d'efficacité. Le projet de privatisation des trains suisses peut difficilement s'appuyer sur un tel argument, mais que penser de cette logique de découpage des réseaux et des fonctions inaugurée avec la privatisation de British Railways et qui conduirait, poussée jusqu'à l'absurde, à l'existence de sept compagnies de chemins de fer au Luxembourg !

### La contrainte de la mondialisation

Selon un discours largement répandu, la mondialisation rendrait impossible le maintien de services publics nationaux hétéroclites. Il faudrait, pour être compétitif et en règle avec les nouvelles normes de concurrence, réduire au maximum le champ des services publics. Ce discours, fortement idéologique, s'appuie, lui aussi, sur un raisonnement incomplet. On ne peut en effet établir que l'ouverture internationale serait en soi incompatible avec la présence d'un fort service public. En particulier, on ne comprend pas pourquoi l'unification européenne supposerait en soi la privatisation des services publics et de pans entiers de la sécurité sociale. Plutôt que la mondialisation en général, c'est la déréglementation qui l'accompagne qui pèse sur les services publics.

Encore faut-il bien évaluer l'impact direct d'une telle tendance. Le secteur des transports aériens est sans doute le seul exemple d'une mondialisation objective d'un secteur, en ce sens qu'elle met directement en concurrence, sur un même réseau, des compagnies privées et publiques. Pour que la logique de service public n'en soit pas évincée, il faudrait une réglementation globale qui est rendue impossible à partir du moment où plusieurs intervenants essentiels (États-Unis, Royaume-Uni) ont imposé une déréglementation significative. Mais les choses ne se passent pas ainsi dans de nombreux autres domaines. En Europe au moins, les phénomènes de concurrence entre public et privé dans des secteurs comme la santé ou l'éducation sont relativement encadrés, et, surtout, les « marchés » n'ont pas le même support physique. Telle compagnie britannique ne peut aisément ouvrir une ligne de TGV concurrente de la SNCF. Certes, les capitaux peuvent se déplacer,

mais les infrastructures, comme les institutions, sont beaucoup moins malléables. Une autre manière de dire les choses est qu'il n'existe pas de tendance à la formation d'un prix mondial unique dans de très nombreux secteurs qui ne sont pas directement exposés à la concurrence. Le poids des normes et des réglementations l'emporte sur l'ouverture des frontières. Même à l'intérieur d'un espace relativement homogène comme l'Europe, il subsiste de considérables différences dans les systèmes de prix, dans les systèmes fiscaux et les normes sociales.

Il existe par ailleurs des résistances sociales profondes à travers les pays. En France, un discours spécifique prend pour cible des services publics « à la française » qui seraient particulièrement éloignés de la norme européenne en cours de définition. Mais le mouvement de novembre-décembre 1995, l'écho qu'il a eu dans les pays voisins, et les luttes menées sur ce terrain ont pesé sur les discussions périphériques au Traité de Maastricht. On a vu ainsi apparaître une notion de « service universel » chargée de répondre à ces aspirations alors que la pratique des institutions européennes allait plutôt dans le sens de l'interprétation ultra-libérale, correspondant d'ailleurs à la lettre et à l'esprit du Traité. Il s'agit bien sûr d'une réponse dévoyée qui cherche à instaurer une logique « à deux vitesses » avec un service minimum étroit et le champ libre à l'initiative privée.

### Une contre-argumentation possible

Il faut se rappeler que la majorité des économistes s'accordait il y a trente ans à trouver des fondements théoriques à l'existence de services publics. L'argumentaire alors dominant n'a pas perdu de sa portée aujourd'hui. Un premier exemple s'applique particulièrement bien aux réseaux. Qui dit infrastructure lourde, dit investissements massifs d'entretien, d'extension et de modernisation des réseaux. Si ces réseaux sont ouverts à

des exploitants privés, ceux-ci feront évidemment tout pour ne pas participer à ces dépenses et ils trouveront tout à fait normal dans ce cas qu'elles soient à la charge du budget de l'État. Il faut donc instituer des règles et définir un cahier des charges, et ensuite assurer la coordination entre les intervenants privés. C'est pourquoi, même dans les schémas ultra-libéraux, on est obligé de mettre en place une autorité de régulation afin de remplir ces différentes fonctions. La vision absurde selon laquelle la réglementation est purement une déviation administrative ne tient pas la route. Quelle que soit la solution retenue, il y a un certain nombre de règles à édicter, de choix sociaux à effectuer. Or, le risque est grand de voir la tendance à la privatisation s'accompagner d'une vision à court terme débouchant sur une baisse de sécurité, de qualité, et sur un transfert vers l'État de charges indues.



Le second argument consiste à mettre le doigt sur une contradiction logique du discours dominant. Si la mondialisation renvoie notamment à la constitution d'un marché mondial, est-ce que la solution la plus rationnelle et la plus efficace ne serait pas une coordination souple, plutôt que la fragmentation concurrentielle ? Si l'unification européenne a pour but la construction d'un espace unifié, le meilleur moyen d'y parvenir est-il par exemple de faire éclater en mille morceaux les réseaux de

transports, de postes, de distribution de l'énergie ? Même le Traité de Maastricht parle explicitement d'« interconnexion » des réseaux, mais n'en tire pas les conclusions qui semblaient aller de soi dans d'autres secteurs. Pourquoi pas une politique énergétique européenne, une politique de transports et télécommunications, etc. ? Quelle est l'entité économique qui s'est construite sans un processus de coordination, de maillage ou d'unification des différents réseaux économiques ?

Reste l'argument de fond, qui permet de sortir de considérations techniques, et correspond à un choix de société qui ne peut se déduire d'aucun « primat des forces productives ». Le mouvement vers la libéralisation-privatisation est de ce point de vue lourd d'un processus d'éviction et de sélection des besoins sociaux. C'est l'aspect central du débat. Soit la société considère qu'un certain nombre de besoins doivent être satisfaits selon des procédures socialisées qui déconnectent en partie l'accession à un certain nombre de services du pouvoir d'achat individuel, soit elle fait le choix inverse consistant à ne satisfaire que les besoins rentables. Il est clair que cette seconde option prend pour acquis les inégalités sociales et qu'elle tend du même coup à les amplifier. Cela ne suffit pas cependant à rendre les choses faciles.

### Les défis du mouvement ouvrier

La difficulté essentielle provient du fait que les services publics, l'Etat-providence représentent une socialisation intermédiaire qui avait fait sortir toute une série de besoins du secteur marchand pur, sans pour autant inscrire dans les faits une logique de dépassement de la logique marchande. Cette nature intermédiaire explique pourquoi il faut défendre les services publics, mais aussi pourquoi on ne peut le faire sans esquisser un projet de dépassement.

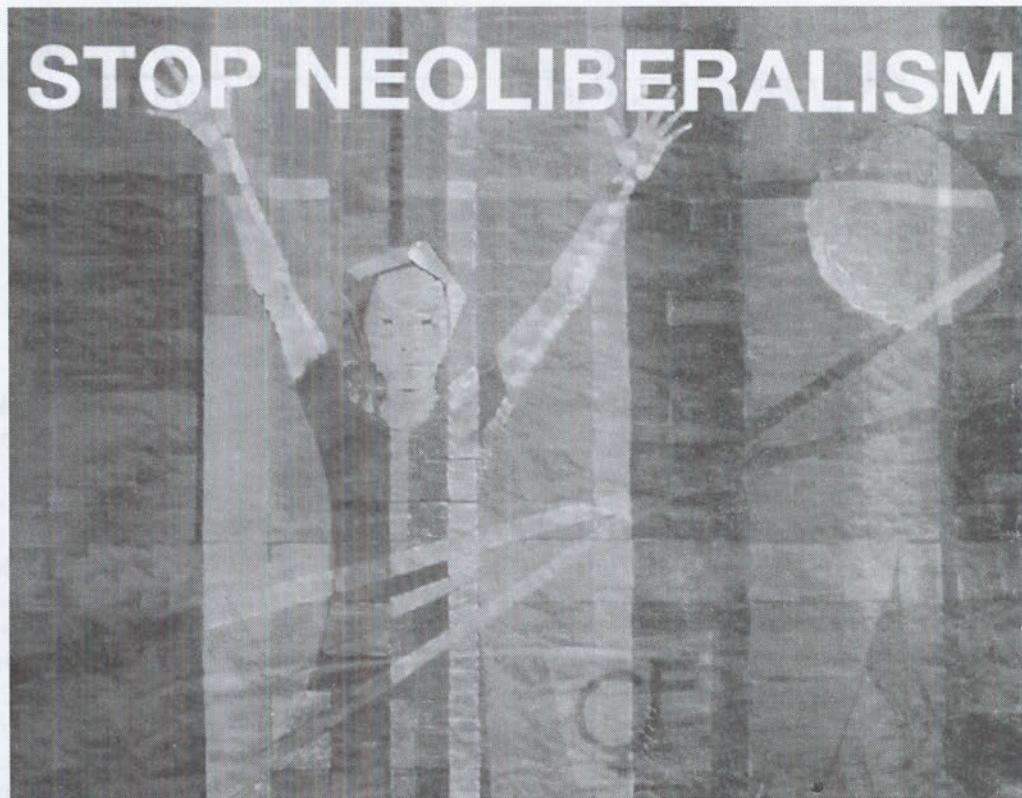
Toute discussion sur les services publics porte au fond sur le mode de satisfaction des besoins sociaux et donc, au moins virtuellement, sur le socialisme. Entre la logique purement marchande et la gratuité « qui est en fait une mise à disposition socialisée » on trouve toute une gamme de solutions qui font intervenir des éléments de tarification publique ou de subventions à la dépense. Le néolibéralisme a pour objet de réintroduire partout les mécanismes marchands, l'alternative

socialiste vise au contraire à garantir la satisfaction des besoins élémentaires qui correspondent à des conditions de vie décentes.

C'est autour d'un tel projet que doivent s'articuler les luttes sur les services publics. La notion fondamentale est ici celle de droit, de plus en plus portée par le mouvement social : droit à l'emploi, droit au logement, droit à la santé, droit à l'éducation. On ne défend pas les services publics par attachement au public contre le privé, mais parce qu'ils sont des instruments adaptés à une couverture rationnelle et universelle des besoins sociaux. La mise en oeuvre de cette notion d'efficacité, définie à partir d'autres critères que la rentabilité à court terme sur certains segments, passe par une exigence générale de gestion démocratique. La défense du service public ne saurait être une défense du gaspillage ou une défense de la bureaucratie, sinon le néolibéralisme est forcément vainqueur. Très concrètement, cela implique que le mouvement ouvrier et associatif dans son ensemble s'empare de ces exigences, pour ne plus laisser aux travailleurs des secteurs concernés le soin de défendre les services publics à travers la défense de leurs propres statuts.

### Universel et national

Mais la difficulté la plus grande, notamment en Europe, est d'articuler revendications universelles et spécificités nationales. Encore une fois, les politiques néolibérales sont d'une stupéfiante similitude d'un pays à l'autre, même si ce à quoi elles s'attaquent peut être très différent. Comme on ne défend bien que ce qui existe, l'illusion du mouvement ouvrier a souvent été de penser défendre un modèle national. Dans une telle situation, la logique voudrait que l'issue se trouve dans une définition homogène et la plus internationale possible des services publics. Les rares expériences de coordination internationale, par exemple celle des cheminots qui a débouché sur une journée d'action internationale en 1992, mon-



trent qu'il s'agit là d'une tâche impossible. Les traditions de toutes sortes, y compris revendicatives, font qu'une plate-forme réellement commune est hors d'atteinte. On rejoint là un débat plus vaste sur la manière d'articuler luttes sociales au niveau national et coordination internationale. Cette dernière ne saurait être conditionnée à la réalisation d'une homogénéisation incertaine et lointaine. Plutôt que de mettre en avant des mots d'ordre symboliques comme un salaire minimum européen, il est plus juste d'avancer l'idée d'un système articulé de salaire minimum qui tienne compte de l'inégal développement des pays. La coordination ne suppose pas identité absolue et c'est pourquoi un front de lutte commun sur les services publics implique surtout des mesures de type organisationnel. On pourrait très bien imaginer une journée de lutte internationale pour la défense de la protection sociale où on avancerait dans chaque pays des revendications spécifiques, tout en soutenant celles des pays voisins.

Les mobilisations prennent jusqu'ici la forme de refus de masse d'attaques antidémocratiques contre les services publics, mais leur inscription dans les faits dépend de la capacité à affirmer à une échelle de masse des aspirations à un contrôle démocratique, exercé par l'ensemble de la société, sur la définition et la gestion des services publics. Le mouvement de novembre-décembre 1995 en France a bien montré la nécessité et la possibilité

d'un tel renversement. Ce fut un mouvement de défense des services publics, mais en même temps l'affirmation d'aspirations beaucoup plus profondes à un autre fonctionnement de l'économie. C'est pourquoi, la situation se caractérise dans de nombreux pays par une profonde ambiguïté. D'un côté l'offensive néolibérale se déroule avec une logique inexorable que rien ne semble pouvoir arrêter mais, en même temps, ce modèle est fondamentalement fragile, parce qu'il est incapable de trouver une légitimité durable. C'est, sans doute pour la première fois dans l'histoire du capitalisme qu'est organisée sciemment une politique de régression sociale systématique, en tout cas à une telle échelle. Le capital dit clairement que le plein-emploi et la protection sociale sont devenus un luxe qu'il ne peut plus se permettre, mais il ne sait pas expliquer pourquoi n'est plus possible aujourd'hui ce dont il se vantait il y a vingt ou trente ans. Les obstacles sont nombreux, les retards du mouvement ouvrier souvent énormes, mais le bon droit et le bon sens se trouvent du côté des aspirations populaires. La préoccupation majoritaire n'est sans doute déjà plus de se demander combien de temps il faudra supporter les politiques néolibérales mais de savoir comment y faire échec. La perspective d'un tel retournement de situation, dont on peut discerner les premiers signes, met à l'ordre du jour la refondation d'un dépassement non bureaucratique du marché ■

# Avancées et reculs du néolibéralisme

Par  
Gustavo Codas \*

**Le Brésil a été l'un des derniers pays latino-américains à être touché par la vague néolibérale. C'est la candidature de Fernando Henrique Cardoso, puis sa victoire électorale en 1994, qui ont permis la formation d'un bloc politique capable d'imposer les « nécessaires réformes » néolibérales.**

Le niveau moyen des taxes à l'importation, qui était de 43 % à la fin des années 80, avait déjà baissé à 16 % au début des années 90. De nouvelles réductions tarifaires suivirent, avec la mise en place du Mercosur (avec l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay) et le lancement du Plan Real en 1994. Ce dernier s'est en outre accompagné d'une surévaluation de 30 % de la monnaie nationale face au dollar et a donné une impulsion supplémentaire aux importations, qui ont connu un véritable « boom » au cours des deux dernières années.

La référence au « marché mondial » est devenue au cours de la décennie la colonne vertébrale du discours politique conservateur au Brésil. « La question n'est pas de savoir si la globalisation est une bonne chose ou non, c'est tout simplement un fait » vient encore de répéter Cardoso le 8 avril 1997, lors d'un séminaire international sur l'emploi. La préoccupation essentielle devient celle de la « compétitivité » des entreprises (et du « pays »), qui passe par la réduction du « coût Brésil » et principalement du « coût du travail ».

Les résultats économiques et sociaux de cette politique sont désastreux. Des segments entiers de l'industrie et de l'agriculture ont été déstructurés, comme par exemple, le textile, les chaussures, les jouets, les équipementiers automobiles et les biens de capital. La production de biens électroniques fait toujours plus appel à des composants importés. Dans les secteurs qui ont résisté, on a pu assister à un fort mouvement de fusions-absorptions d'entreprises nationales par des groupes financiers et des entreprises multinationales.

Un emploi industriel sur trois a été détruit. Selon l'Institut intersyndical (DIEESE), le taux de chômage est passé d'un niveau moyen de 10 % dans les années 80, à 14 % dans les années 90. Entre 1994 et 1996, 400 000 emplois environ ont été aussi supprimés dans le secteur agricole. 20 % des emplois de cadres ont été supprimés entre 1989 et 1994, et ce mouvement continue, conduisant à un phénomène inédit de chômage de masse au sein de la « classe moyenne ». La précarité de l'emploi touche aujourd'hui plus de la moitié de la force de travail, tandis que la durée moyenne des contrats de travail s'est raccourcie.

L'utilisation de main-d'œuvre infantile a considérablement augmenté, et on estime à près de 4 millions le nombre d'enfants mis au travail, pour un salaire moyen avoisinant 20 % du salaire minimum,

30 % d'entre eux travaillant plus de 40 heures par semaine. Les situations de travail proche de l'esclavage se sont elles aussi répandues.

Le programme néolibéral a dégradé la répartition du revenu : le rapport entre les revenus des 10 % les plus riches et ceux des 40 % les plus pauvres a atteint 6,36 en 1996, soit un ratio plus élevé que pendant la « décennie perdue » des années 80.

Confrontées brusquement à la concurrence internationale, les entreprises ont réagi par des licenciements massifs, et par une pression impitoyable sur les cadences de travail. Elles se sont appuyées sur une intense propagande idéologique se réclamant des « méthodes japonaises » et de la « qualité totale ». Il en est résulté une augmentation de la productivité de 7 % par an depuis le début des années 90, en dépit d'un taux d'investissement qui a fluctué entre 15 et 17 % du PIB, alors qu'il représentait 25 % durant les années 70. De plus, un salarié sur deux environ a été contraint d'effectuer des heures supplémentaires, de telle sorte que les entreprises ont pu continuer à licencier, même dans les périodes de forte demande.

Cette nouvelle situation a eu un impact très net sur l'activité syndicale et s'est traduite par une nette réduction du volume de grèves. Les paysans ont été le seul secteur populaire capable de faire front. Dans un contexte de montée de la misère et de violence de la part des grands propriétaires fonciers, l'action résolue du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), a su conquérir le soutien majoritaire de la population à ses revendications et faire échec aux tentatives du gouvernement fédéral pour ignorer le problème et marginaliser politiquement le MST. Aujourd'hui, le Parti des travailleurs (PT), ainsi que la Centrale unique des travailleurs (CUT), s'efforcent de relancer les mobilisations populaires.

## Les privatisations

A partir de 1990, ce sont des dizaines d'entreprises publiques (ou avec participations d'Etat à leur capital) qui ont été mises en vente dans des secteurs comme la sidérurgie, la pétrochimie ou les engrais. Ces ventes ont dans un premier temps donné la préférence aux capitaux industriels ou financiers nationaux. Ces derniers ont pu payer en monnaie de singe, avec des titres de la dette

\* Conseiller de la CUT (Centrale unique des travailleurs)

son rôle de garant du droit du travail, et dirigeant au contraire son action contre les syndicats, en vue d'affaiblir leur capacité d'organisation et de lutte.

C'est ainsi que le pouvoir est en train de modifier la législation, afin de permettre le développement du travail temporaire, et de rendre les licenciements plus faciles. La Justice du Travail, qui est chargée au Brésil d'intervenir sur les conditions de travail, a établi une jurisprudence remettant en cause des droits élémentaires qui figuraient depuis longtemps dans les conventions collectives. L'une de ses initiatives, qui a inspiré un projet de loi gouvernemental, a consisté à infliger aux syndicats organisateurs de grèves — par exemple dans les transports urbains et le pétrole — des amendes tellement élevées que même leur patrimoine n'aurait pas permis d'y faire face.

Chaque fois que cela ne suffisait pas à contrôler les conflits du travail, le gouvernement Cardoso a recouru à la violence policière et militaire pour faire reculer les luttes. En 1995, il a ainsi ordonné l'occupation militaire des raffineries de pétrole en grève. A la fin de 1996, l'armée effectuait dans le Rio Grande do Sul des exercices d'entraînement simulant l'assaut contre des occupations de grandes propriétés foncières. Les gouvernements des Etats ont eux aussi utilisé les effectifs de la police contre des manifestants, des grévistes et des paysans sans terre.

## Le Plan Real

Le grand bond en avant néo-libéral correspond au Plan Real, lancé en 1994, alors que Cardoso n'était encore que

Ministre des Finances. Depuis 1992, le pays enregistrait des entrées nettes de capitaux, après une décennie de sorties, et le Plan Real en a profité pour financer une nouvelle vague d'importations, qui permit de contenir l'inflation. Ce plan permit ensuite de combiner tous les éléments du projet néo-libéral, conçu pour obéir à des lois économiques présentées comme « objectives ». Cependant, le modèle n'a pas tenu ses promesses.

Au fil des mois, on put constater que presque tous les postes de la balance en compte courant présentaient un déficit de plus en plus accusé. C'est tout juste si les entrées de devises des particuliers continuaient à présenter un solde positif, grâce aux Brésiliens expatriés au Japon. Quant au déficit extérieur courant, on l'évalue à 30 milliards de dollars pour 1997.

Pour financer ce déficit, il fallait attirer un flux croissant de capitaux étrangers, grâce aux privatisations mais aussi aux taux d'intérêt réel très élevés offerts par l'Etat. Si ce procédé a certes permis de combler provisoirement le déficit extérieur, il a eu pour effet d'accroître les contradictions internes, sous forme d'une augmentation considérable de la dette publique intérieure, qui représente 259 milliards de dollars en 1996, et porte un intérêt moyen de presque 20 %. La vente de 16 entreprises, dont la CVRD déjà citée, ne rapportera en 1997 que l'équivalent de trois mois d'intérêt.

Pour faire face au poids de cette dette, le gouvernement doit organiser la réduction des dépenses publiques, en frappant en premier des services essentiels à la population, ce qui correspond par ailleurs

publique qui ne valaient pas (et ne valent toujours pas) grand-chose, et qui ont été convertis à des cours très avantageux. Les privatisations ont ainsi rapporté 13,6 milliards de dollars entre 1990 et 1996, dont moins de 5 milliards en liquidité.

C'est dans un second temps que les groupes multinationaux devaient être sollicités. En 1995, le gouvernement Cardoso a entamé à cet effet un processus de réformes constitutionnelles et législatives visant à élargir le champ des privatisations à de nouveaux secteurs comme le pétrole, les télécommunications, l'énergie électrique, les ports, les chemins de fer, les routes, ainsi que la gigantesque entreprise minière Companhia Vale do Rio Doce (CVRD). Le gouvernement s'efforçait simultanément d'encourager une présence accrue du capital privé dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, traditionnellement structurés par l'intervention de l'Etat, et dont il cherche depuis plusieurs années à se retirer.

Avec la seconde vague de privatisations, la présence des capitaux étrangers est renforcée, conformément à l'un des objectifs du Plan Real qui consiste à les attirer pour financer une dette intérieure croissante. Cette ouverture correspond à la tendance récente du capital international à investir principalement dans les domaines des services et de l'infrastructure, mais avec un moindre impact sur les exportations et le déficit chronique de la balance commerciale.

## La déréglementation du marché du travail

Le dernier volet du programme néolibéral a porté sur le marché du travail. Un taux de chômage élevé, la fragilité des mécanismes de protection des chômeurs, ainsi que la posture défensive du mouvement syndical, ont laissé le champ libre à la mise en place d'un nouveau régime de relations professionnelles. Les néo-libéraux brésiliens proposent de retirer à l'Etat



à sa politique d'ouverture aux capitaux privés. En 1996, les intérêts de la dette ont représenté 48 milliards de dollars (6 % du PIB), alors que les budgets de l'Etat en matière d'éducation et de santé ont tout juste atteint 24 milliards de dollars, dont moins d'un milliard en investissements. Le traitement des fonctionnaires a été bloqué il y a plus de deux ans, malgré une inflation de 33 % sur cette période.

**Les menaces de crise**

Pour se garder de cette double menace de crise, budgétaire et extérieure, le gouvernement combine deux séries de mesures. D'un côté, il accentue les traits de barbarie sociale : réduction de la protection sociale, attaque contre les salaires, précarisation de l'emploi, etc. sous prétexte d'augmenter la « compétitivité » du pays et de relancer les exportations. De l'autre côté, il est en train de ressusciter l'intervention de l'Etat, mais en la mettant au service de la protection de marchés réservés à quelques grandes entreprises — notamment des multinationales — et à accorder des subventions et des prêts à bon marché, en échange d'un effort d'investissement ou d'une progression des exportations.

Le taux des taxes à l'importation est aujourd'hui de 12 % mais il s'agit d'une moyenne trompeuse : certains produits sont soumis à des taux de 35 à 70 % qui instituent de véritables barrières commerciales, tandis que d'autres — matières premières, produits semi-finis, biens d'équipement — ne sont soumis qu'à des taux inférieurs à 2 %. Le gouvernement encourage ainsi la transformation du pays en une immense zone franche, sur le modèle de l'industrie maquiladora mexicaine. Il a cependant été amené récemment à bloquer certaines formes de financement international qui créaient un différentiel de taux d'intérêt favorable aux importateurs, ainsi incités à importer encore plus.

Le gouvernement n'a pas réussi à mettre fin à la stagnation des exportations

(à laquelle il faut ajouter la moindre valeur ajoutée qu'elles incorporent), ni au déficit de la balance commerciale qui risque d'atteindre 12 milliards cette année. Le seul remède vraiment efficace pour contenir les importations a été le freinage de l'économie à la fin de 1995. Mais une telle mesure ne peut manquer de provoquer de nouvelles tensions politiques dans un pays qui compte déjà quelques dix millions de chômeurs. Un tel scénario de rééquilibrage néolibéral conduit en effet à une croissance économique médiocre, de l'ordre de 3 % par an, qui permettra à peine d'absorber les jeunes arrivant sur le marché du travail.

La réduction significative des taux d'inflation ne devrait pas suffire à présenter un bilan favorable lors des prochaines élections. De son côté, la gauche brésilienne doit réussir, face à la montée de la barbarie sociale, à renouer avec les mobilisations populaires et reprendre la confrontation programmatique avec les néolibéraux. La Marche Nationale pour la Réforme Agricole, l'Emploi et la Justice organisée par le MST, qui est arrivée à Brasilia le 17 avril dernier, représente un pas important sur cette voie : elle a su en effet se gagner un impressionnant soutien populaire et placer le gouvernement fédéral sur la défensive ■

**En souscription 150 F**

avant le 30/09/1997. Parution octobre 1997.

Réédition de l'ouvrage d'Ernest Mandel  
**LE TROISIÈME ÂGE DU CAPITALISME**  
*(Der Spätkapitalismus)*



Ernest Mandel  
(1923-1995)

À l'heure où l'on disserte sur l'« horreur économique » et en ces temps de « retour » à Marx, il est de la plus extrême urgence de revenir à un ouvrage théorique qui rend compte, dans toute sa complexité, du développement global du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale. Augmenté d'une série d'articles portant sur les dernières évolutions du capitalisme de 1975 à nos jours, cet ouvrage écrit en 1971 prévoyait avant qu'elle n'éclate la crise économique qui ronge depuis vingt-cinq ans les économies occidentales. Ernest Mandel fut salué et reconnu comme un des plus grands économistes de son temps, y compris par d'éminents représentants du Capital. La réédition de la réflexion scientifique, théorique et critique d'Ernest Mandel s'imposait donc comme une contribution essentielle au combat contre les ravages planétaires actuels du marché. Notre ambition éditoriale est de réunir en un seul volume, de près de 500 pages, l'ouvrage que son auteur considérait comme son œuvre majeure. La traduction a été entièrement revue et corrigée grâce aux notes laissées par Ernest Mandel ; l'appareil critique (notes, références, citations) réactualisé et unifié d'après les traductions les plus récentes. À vous, dès maintenant, de contribuer activement, avec cette souscription, au combat commun que nous menons.

(Ci-dessous partie à détacher et à retourner aux Éditions de la Passion)

**LE TROISIÈME ÂGE DU CAPITALISME**

Un volume au format 15 x 24 cm, environ 500 pages, index des noms. Prix public 195 F

Bulletin de souscription à retourner impérativement avant le 30 Septembre 1997. Au-delà de cette date, votre paiement ne sera pas pris en compte. Paiement uniquement par chèque d'un montant de 150 F (frais de port compris) à l'ordre des Éditions de la Passion, 18 rue Claude-Tillier 75012 Paris.

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code Postal : ..... Ville : .....  
 Tél. domicile (facultatif) : .....

**LES ÉDITIONS DE LA PASSION**

18, rue Claude-Tillier 75012 Paris Tél. : 01 40 24 00 40 Fax : 01 40 24 24 68

# Dossier

## Le Mexique après la tourmente électorale



**La défaite cuisante du PRI**, le parti au pouvoir sans partage depuis près de 70 ans, lors du scrutin du 6 juillet dernier au Mexique, est un événement politique majeur.

Dès le lendemain du scrutin, nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) se sont attachés à en dégager la signification et la portée profonde dans un document dont nous publions ici l'essentiel.

Dans le cadre de l'accord électoral qu'ils avaient conclu avec le PRD, ils obtiennent, comme c'était déjà le cas dans la législature précédente, un poste de député : il a été attribué à Patria Jiménez, l'une des dirigeantes du mouvement homosexuel que nous avons interviewée pour Inprecor.

Le troisième article sur l'Accord de libre échange (ALENA) et la militarisation constitue également un élément d'analyse important de la situation actuelle.

Le 8 août, la direction de l'EZLN a rendu publique son analyse de la situation nouvelle créée au lendemain des élections, dont nous publions de larges extraits.

Les zapatistes reviennent à nouveau sur le choix qu'ils avaient fait à la veille des élections d'appeler les communautés indigènes à boycotter ce scrutin, tout en respectant la volonté et l'espoir d'une grande partie du peuple mexicain de se saisir de cette occasion pour hâter la chute du parti au pouvoir.

Intransigeants dans leur engagement au côté des communautés indigènes, ils s'efforcent dans la situation radicalement nouvelle qui s'ouvre aujourd'hui, de reprendre l'initiative politique : à la mi-septembre,

1 111 représentants des communautés de base zapatistes convergeront dans une marche sur Mexico.

Nouveau défi au pouvoir en place, nouvelle offensive pour faire reconnaître les droits de ces « autres Mexiques » condamnés à la misère, la répression, l'oubli, cette initiative doit aussi marquer l'acte de naissance du Front zapatiste de libération nationale, le mouvement politique civil dont l'EZLN a impulsé la construction depuis bientôt deux ans.

A quelques milliers de kilomètres de la scène principale, la II<sup>e</sup> rencontre intergalactique à réuni début août aux quatre coins de l'État espagnol des milliers de sympathisants de la cause zapatiste, de militants résolument engagés dans la lutte contre le néolibéralisme. Une même conviction, une même volonté, un cri plus actuel que jamais né au fin fond de la Selva lacandona, jailli aussi des urnes dans un Mexique qui chavire, court en s'amplifiant d'un continent à l'autre : « Ya basta ! »

# Le crépuscule du PRI

**1-** L'ampleur de la défaite du PRI dans les élections du 6 août 1997 a causé un effet de surprise chez beaucoup, et d'abord au sein du gouvernement. Une deuxième surprise est venue de la réaction du gouvernement après le scrutin, l'acceptation de la défaite du PRI à Mexico, la capitale, et de l'ensemble des résultats, en soulignant que le PRI ne devait plus être considéré comme parti-Etat, parti unique ou appendice du gouvernement. « Un nouveau pays » titrait le soir même de la proclamation des résultats le quotidien *El Universal*. « La fin du PRIat » proclamait la une de l'hebdomadaire *Proceso*. Et tous se s'accorder pour souligner la cuisante défaite du système de domination exercé par le PRI, une défaite historique pour la plupart des organes de presse internationaux.

**2-** Nous sommes au crépuscule du régime de parti-Etat, un processus engagé dès 1968, et la faille ouverte en 1988 devient aujourd'hui de plus en plus profonde. L'an 2 000 peut marquer son agonie finale, si on considère les échéances électorales et plus encore si nous sommes capables au côté des forces démocratiques et socialistes de nous saisir de cette défaite pour lancer l'offensive finale et transformer les rapports de forces sur le plan non seulement électoral mais également politique et social.

**3-** La victoire de Cárdenas dans la ville de Mexico était annoncée par les sondages de ces derniers mois, même s'il faut les considérer en général avec circonspection. Cette victoire n'a donc pas été une surprise totale, mais elle a soulevé l'enthousiasme et la volonté de lutte de larges secteurs de la population. C'est en quelque sorte la victoire de 1988 longtemps différée : à l'époque, Cárdenas avait gagné l'élection présidentielle, mais une fraude éhontée avait permis de déclarer vainqueur le candidat du PRI, Salinas de Gortari. Le système de parti-Etat entre aujourd'hui dans une crise aiguë avec la déroute du

PRI à Mexico, la perte de la majorité absolue au parlement et son recul électoral dans presque tout le pays.

**4-** S'agit-il de l'ouverture d'une transition démocratique ? D'une rupture définitive avec le vieux système de domination ? Ou d'un processus plus complexe entre transition et rupture, qui ne s'est pas encore clairement défini dans le panorama politique national ? Nous devons apporter des réponses à ces questions pour actualiser notre vision stratégique en tant que révolutionnaires. Notre caractérisation traditionnelle du régime en place depuis plus de 70 ans, un système dictatorial de parti-Etat, issu de la révolution mexicaine du début du siècle, consolidé pendant les années de pouvoir de Cárdenas, une forme spécifique de bonapartisme comme l'avait caractérisé Trotsky, se voit aujourd'hui validée par les forces qui refusaient jusqu'alors de parler de dictature du PRI. Il faut dire que Zedillo lui-même s'évertue à prendre ses distances avec le système de parti-Etat. Mais la rupture n'est pas avérée, même s'il n'a plus la majorité absolue au parlement. Son pouvoir s'en trouve limité, et s'apparente à un présidentisme aux coudées restreintes. Incontestablement il s'agit d'un tournant historique et nous n'en sommes qu'aux prémises. La lutte démocratique a fait un grand pas en avant. La lutte contre le néolibéralisme ne fait que commencer, et c'est sur le terrain politique et social que se trancheront les prochains affrontements.

**5-** Il ne faut pas sous-estimer les résultats électoraux. Il est essentiel de comprendre l'importance de la participation populaire, du sentiment et de la volonté des larges masses de la population mexicaine, qui gardent l'espoir de changement par la voie des élections et se sont prononcés dès 1994 en faveur d'un changement démocratique qui permette d'éviter une guerre civile, ce qu'a bien saisi l'EZLN, et dans une moindre mesure l'EPR, toutes deux engagées dans la lutte armée. Le 6

*Document élaboré par la direction du PRT au lendemain des élections.*



juillet a porté un nouveau coup au système de parti-Etat, sans doute le plus percutant sur son terrain, si on considère que pour la première fois le pouvoir législatif est en situation d'agir de façon autonome, libre, indépendant de la présidence. C'est une question touchant à la démocratie dans notre pays qu'il faut analyser également en vue des prochaines échéances de l'an 2 000.

**6-** Il faut reconnaître que notre appréciation traditionnelle comme quoi le système était incapable de s'auto-réformer et qu'il n'accepterait jamais pacifiquement de subir une défaite politique de cette ampleur, ne s'est pas trouvée confirmée. Cela explique l'étonnement soulevé par les déclarations de Zedillo, de Del Mazo et de

## Le scrutin du 6 juillet

Le principal scrutin des élections du 6 juillet au Mexique portait sur le renouvellement du parlement. 300 députés sont élus dans les 300 circonscriptions au scrutin majoritaire et 200 autres sont élus au scrutin proportionnel, au prorata des suffrages obtenus nationalement par les différents partis.

Si le PRI est arrivé en tête dans 164 des 300 circonscriptions, il n'a recueilli que 38,48 % des voix et compte ainsi un total de 239 députés sur 500. Il perd la majorité absolue qu'il détenait jusqu'alors, et peut désormais se retrouver en minorité en cas d'accord entre les deux grands partis d'opposition, le PRD sur sa gauche (125 députés) et le PAN sur sa droite (122 députés).

## Les résultats en chiffres

Parti	Circonscriptions gagnées	% des voix	Nombre de députés
PRI	164	38,5	239
PRD	70	25,8	125
PAN	65	26,9	122
PVEM	0	4,0	8
PT	1	2,6	6
Total	300	500	

PVEM : Parti vert écologiste mexicain

PT : Parti du travail.

la direction du PRI après la victoire de Cárdenas. C'est vrai que dans le passé déjà, le gouvernement avait fait la preuve de sa capacité à encaisser les coups pour gagner du temps. Déjà face au soulèvement zapatiste, il avait réagi le 10 janvier 1994 en ordonnant le cessez-le-feu unilatéral et la fin des bombardements, l'ouverture du dialogue, jusqu'à des accords qu'il n'a jamais honorés, ce qui lui a permis par une politique de faits accomplis, de développer une stratégie de sape dans le cadre de la guerre de basse intensité. Il a choisi de développer une stratégie combinée, avec d'un côté un processus de militarisation et de l'autre l'apparence de changements démocratiques qui lui ont donné un répit pendant trois ans. Mais cette fuite en avant ne lui a pas permis d'échapper à sa crise de domination, qui s'approfondit maintenant. Le scénario n'est donc pas totalement nouveau : le PRI cherche par tous les moyens à dissimuler la situation et à maintenir à flot un bateau qui fait eau de toutes parts. Le 6 juillet signe le naufrage du PRI.

**7-** Cette situation ne conduit pas automatiquement à une stabilisation démocratique qui exclurait toute régression autoritaire. Tous les éléments du système semi-

corporatistes sont en crise mais n'ont pas été éliminés. Le parti-Etat disparaît par décret mais les résultats électoraux ne suffisent pas à instaurer la démocratie. Le PRI-gouvernement est toujours en vie, même dans la phase finale de son effondrement historique. Le monstre peut encore donner des coups de queue dans son agonie.

**8-** D'autres manifestations du déclin du PRI apparaissent aujourd'hui. La plus significative pourrait se produire sur le terrain syndical. La crise du « charisme » s'illustre symboliquement dans le décès récent de la figure qui l'incarnait, Fidel Velázquez.

**9-** Le processus de lutte démocratique vient de franchir un nouveau jalon dans notre pays, après les grandes mobilisations de 1968 et 1988. Parfaitement cynique, Zedillo s'inclut dans la génération de 68. Il oublie de dire qu'il n'est pas le continuateur des jeunes qui ont lutté pour la démocratie et ont été massacrés par le gouvernement, mais qu'il est l'héritier du régime répressif qui a noyé dans le sang les aspirations libertaires de la jeunesse de 68. Mais la différence essentielle, c'est que le pouvoir n'a pas pu aujourd'hui noyer dans le sang l'insurrection zapatiste. Pourtant il est respon-

sable de centaines d'assassinats, d'emprisonnements, de persécutions et de disparitions politiques. Un long document de l'association « Tous les droits pour tous », qui regroupe plus de cinquante organisations civiles de droits de l'homme au Mexique, en dresse un bilan accablant. Il l'est tout particulièrement pour l'état du Chiapas. Tout en appelant les communautés indigènes à boycotter ces élections, les zapatistes ont fait savoir qu'ils respectaient le choix de ceux qui voteraient. C'est ainsi qu'ils se sont opposés à l'ouverture de plus de 550 bureaux de votes au Chiapas. Mais par ailleurs des organisations sociales dirigées par les zapatistes et le PRD, telle que la Coordination des organisations agraires d'Ocosingo ont décidé de participer aux élections et de riposter aux agressions des caciques. Les élections auront des répercussions sur la situation de zones aussi conflictives que le Chiapas. Jusqu'à présent aucune disposition législative n'a été adoptée concernant les droits des indigènes, et Zedillo lui-même a torpillé les accords de San Andrés. Dans la prochaine assemblée où le PRD, le PAN, le PVEM et le PT ont la majorité, on peut envisager que soit adopté un projet de loi de ce type, qui avait l'accord des zapatistes, même sans le consentement du PRI-gouvernement.

**10-** Les rapports de forces changent. Ils ne sont pas favorables partout à la gauche, mais ils le sont dans d'importantes régions. Il est vrai que même s'il a perdu dans la capitale, le PAN progresse dans le nord et le centre du pays. La vague cardéniste de 1988 était incontestablement plus spectaculaire qu'aujourd'hui, mais neuf ans après elle est plus profonde, parce qu'elle touche une société civile mieux organisée, avec un niveau supérieur de conscience et de rejet des politiques de la classe dominante, parce que la crise s'est approfondie.



**11-** Pour le PRT se pose le problème d'une éventuelle participation au gouvernement de Cárdenas. Nous devons, au-delà d'un oui ou d'un non, répondre à cette question d'une façon circonstanciée. Nous partons des prémisses suivantes : nous avons conclu une alliance électorale avec un parti qui a gagné très nettement les élections dans la capitale de la République. Nous avons signé avec le PRD



une Convention d'alliance PRD-PRT qui inclut des questions programmatiques. Il s'agit d'engagements que nous devons tenir au-delà du fait que nous n'avons pas de députés élus directement au parlement fédéral ni d'élus à la chambre des représentants de la ville de Mexico. Dans le cadre de l'alliance avec le PRD, notre camarade Patria Jiménez, dirigeante d'un secteur important du mouvement lesbien-homosexuel, avec comme suppléant José Martínez Cruz, a été élue dans la capitale députée au parlement, au titre de la représentation proportionnelle (elle avait été placée en 12<sup>e</sup> position sur la liste du PRD dans la IV<sup>e</sup> circonscription). Il faut souligner que la victoire de Cárdenas à Mexico est sans appel : 1 859 866 voix, soit 47 %, contre 990 360 et 602 466 pour les candidats du PRI et du PAN respectivement ; 29 des 30 députés élus au parlement fédéral au titre du scrutin majoritaire pour la ville de Mexico ; et la majorité dans 38 des 40 circonscriptions concernées. Le PRT fait donc partie d'une alliance électorale avec le PRD et diverses organisations sociales et civiles qui a gagné les élections dans la capitale. Nous considérons qu'il s'agit d'une victoire légitime et authentique, avec le soutien de près de 2 millions de personnes qui considèrent le gouvernement que va y mettre en place Cárdenas comme leur propre gouvernement. Notre participation n'a rien d'automatique : c'est un problème politique où entrent en compte le respect des accords d'un côté, et le rapport de forces de l'autre. Le gouvernement de Cárdenas n'a pas un caractère de classe, il n'est pas socialiste, c'est clair depuis assez long-

temps. Nous ne nourrissons pas d'illusion à ce sujet. C'est un gouvernement démocratique pluriclassiste dans sa composition, qui s'oppose au gouvernement du PRI. L'ampleur de sa victoire dans la capitale lui permet d'y mettre en œuvre certains points de son programme, concernant les travaux publics, la création d'emplois, la modification de la politique économique et budgétaire pour donner la priorité aux dépenses sociales. Il ne faut pas attendre de grands changements par rapport à la politique néolibérale, quand on sait que le président du PRD lui-même, López Obrador, affirme que le programme de son parti cherche seulement à « limer les arêtes les plus coupantes du néolibéralisme ». Mais la lutte contre le néolibéralisme pourra prendre de l'ampleur en particulier sur le terrain de la lutte contre la privatisation de la sécurité sociale, pour freiner et inverser la privatisation des fonds de pension et de retraite. Même si Cárdenas n'a pas les moyens de s'opposer à la politique mise en œuvre par Zedillo, qui détient toujours le pouvoir réel, les trois années qui viennent permettront l'affirmation des exigences démocratiques et des confrontations d'ampleur concernant la politique du pays en matière d'économie et de rapports sociaux. L'équipe de Cárdenas prendra ses fonctions dans cinq mois, le 5 décembre prochain. Si nous sommes sollicités pour en faire partie, nous devons peser le pour et le contre. Nous devons mettre l'accent sur toutes les questions politiques qui permettent d'avancer dans l'auto-organisation et l'autogestion du mouvement de masse. Tirer parti de la victoire électorale pour impulser les luttes pour

l'emploi, la santé, l'éducation, en agissant au profit du mouvement des masses, ce mouvement populaire massif qui porte de profondes aspirations démocratiques, en plein essor depuis 1994. Dans notre participation au sein du mouvement démocratique, nous ne mettons pas l'accent en tant que révolutionnaires sur ce qui nous différencie politiquement, car nous ne prétendons pas, à la façon des sectaires, détenir la vérité historique : nous nous engageons à fond pour impulser les revendications démocratiques par la mobilisation et l'auto-organisation des masses. Les progrès démocratiques ont été le fruit de la lutte de la population, aussi bien de la société civile dans les élections que des luttes sociales et de l'action même des organisations qui ont fait le choix de la lutte armée comme l'EZLN et l'EPR, au-delà des désaccords politiques existants.

Nous sommes aujourd'hui face à une situation nouvelle : à la longue crise économique s'ajoute maintenant une puissante mobilisation sociale qui a provoqué la plus profonde crise du système de domination du régime de parti-Etat. L'histoire s'accélère. Contredisant ceux qui voulaient l'enter, elle vit devant les yeux étonnés de ceux qui, d'un côté, assistent stupéfaits à leur propre déclin irrémédiable, celui d'un système qui exerce le pouvoir depuis près de 70 ans, et de ceux qui, de l'autre côté, voient se dessiner l'espoir d'un monde meilleur pour toutes et tous les exploités, les opprimés et les exclus. ■

# Féministe, homosexuelle et députée



que Patria sera « la première députée qui, en tant que lesbienne, défendra ouvertement les droits et revendications du mouvement gay ».

*En quoi consiste plus généralement cette stratégie du PRD ?*

Ils ont décidé de réserver la moitié de leurs places pour ces élections à des candidats non membres du PRD, mais représentatifs de la société. Il faut savoir que les grands partis politiques (dont le PRD) s'étaient mis d'accord en 1996 sur une réforme électorale qui rendait quasiment impossible aux petits partis et aux mouvements sociaux de présenter des candidats. Cette réforme fermait la porte à la participation de la société civile. Devant les critiques, Cardenas a décidé alors d'ouvrir largement les listes de son parti, et c'est effectivement ce qu'ils ont fait. Cela a permis la formation d'un large front politique, où l'on trouve par exemple l'association des débiteurs (le Barzón, un vaste mouvement de classes moyennes et petits entrepreneurs endettés qui luttent contre les taux d'intérêt exorbitants pratiqués par les banques), des intellectuels (comme le directeur de la Jornada, le grand quotidien de gauche), d'autres partis (comme le nôtre), des associations de défense des droits des indigènes, des syndicats, des associations de quartier... Il faut aussi remarquer que le PRD a réservé 30 % des candidatures à des femmes. L'ensemble de cette stratégie a contribué au large succès électoral enregistré par le PRD.

*Quel sens politique donnes-tu à ton élection ?*

J'ai fait une campagne axée sur la question de l'oppression des homosexuels et des lesbiennes en particulier. J'ai tenu des réunions publiques dans une dizaine de villes, j'ai sillonné les lieux de rencontre gays du Mexique (bars, salles de réunions, etc.) en présentant ma candidature et sus-

*Patria Jiménez, militante féministe dirigeante du mouvement des lesbiennes et homosexuels au Mexique et membre du PRT, a été élue députée fédérale sur la liste du PRD aux élections législatives de juillet 1997. Elle a répondu aux questions d'Inprecor juste après la proclamation des résultats.*

**Entretien  
avec Patria Jiménez**



*Inprecor : Féministe, homosexuelle, militante révolutionnaire, cela constitue a priori trois sérieux handicaps pour être élue, et plus encore dans un pays latino-américain. Comment expliques-tu ton élection ?*

Patria Jiménez : J'ai été élue parce que je figurais en bonne position sur la liste de candidats du PRD pour la fraction de l'Assemblée élue à la proportionnelle. Le PRT et le PRD ont conclu un accord politique à l'occasion de ces élections, en vue de favoriser la chute du régime PRI et la démocratisation du Mexique. Aux précédentes élections législatives, celles de 1994, Edgar Sanchez avait été élu pour le PRT sur la liste PRD. Cette fois-ci l'accord prévoyait à nouveau qu'un membre du PRT figurerait en position éligible sur la liste PRD. Le PRT a proposé 8 noms, et le PRD m'a choisie. La raison de ce choix ? Mon profil politique : féministe, dirigeante du mouvement gay, active dans la solidarité avec les Zapatistes, je suis une figure assez connue du public. Le PRD avait décidé de présenter des candidats de large alliance, représentatifs des divers courants politiques et mouvements sociaux mexicains. Dans l'accord PRD-PRT il est dit

citant des discussions. Les gens ont extrêmement bien réagi, c'était extraordinaire. Le mouvement gay est tout à fait significatif au Mexique, la Gay Pride du 28 juin 1997 a réuni plus de 5 000 personnes dans un cortège très dynamique. Cette dynamique explique que le PRD ait vu un intérêt à ma présence sur sa liste, et ceci est un signe important de reconnaissance du mouvement gay. J'ai pu ainsi animer une réunion publique avec Cardenas lui-même à Mexico. La campagne a créé une effervescence et permis un renforcement du mouvement gay, qui compte maintenant plus de vingt groupes à Mexico et vingt autres dans le reste du pays. Ma participation au groupe parlementaire du PRD va me permettre de faire des propositions de lois contre les discriminations anti-homosexuels et de

faire progresser le débat sur ces questions. Cela va aussi renforcer le prestige du PRT, qui s'est toujours engagé très clairement aux côtés des homosexuels, et qui m'avait déjà présentée en tant que telle comme candidate du parti aux élections de 1982, avec deux autres camarades homosexuels.

### *Quelle est la situation des gays au Mexique ?*

Il y a un fort climat d'intolérance, notamment au sein de la police et de la justice. Plusieurs assassinats se sont produits ces dernières années, où des policiers étaient impliqués, par exemple au Chiapas ; la justice n'a pas fait beaucoup d'efforts pour trouver les coupables, qui sont restés impunis. Sinon, comme partout, les familles répriment les jeunes, les médias présentent une image caricaturale et sensationnaliste, il y a des discriminations sur les lieux de travail... Le droit civil ne reconnaît pas l'union homosexuelle. Je vais faire des propositions de loi pour avancer sur toutes ces questions. La plate-forme électorale du PRD se contente de parler de « liberté d'orientation sexuelle » sans plus de détails, nous allons essayer de les pousser à préciser leurs positions. Nous demandons par exemple la création d'un centre communautaire gay à Mexico.

### *Et sur le SIDA ?*

On estime à 45 000 le nombre de morts du SIDA au Mexique depuis 1985, dont 70 % d'homosexuels. Les

conditions de traitement sont dramatiques. On ne sait pas combien peuvent accéder aux tri-thérapies, mais c'est une minorité. Les ONG font leur possible pour assurer l'accès aux soins mais le Ministère de la santé est passif. A la suite d'une manifestation d'Act Up le ministère avait accepté de mettre le traitement de base à la disposition des malades... mais depuis les élections les stocks semblent épuisés, on ne trouve plus rien ! Nous allons nous battre là-dessus. Nous voulons aussi obtenir du gouvernement de la ville de Mexico (que va diriger Cárdenas) qu'il organise une campagne de prévention positive, pas à base d'images grotesques de folles et de camés, mais expliquant intelligemment qu'il faut utiliser des capotes, ne pas partager les



## *Qui est Patria Jiménez ?*

Patria Jiménez est militante féministe depuis les années 70. Initiatrice et dirigeante du mouvement des lesbiennes et homosexuels au Mexique, elle a milité au sein du OIKABETH, premier groupe politique de lesbiennes au Mexique (1979-1986), elle est fondatrice et responsable du « Closet de sœur Jeanne », un groupe de lesbiennes féministes depuis 1992 et cofondatrice du Comité nationale des lesbiennes et homosexuels.

Quand le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la QI) a présenté en 1982 Rosario Ibarra comme candidate à la présidence de la République, ce fut la première candidate à la présidence de l'histoire du Mexique mais ce fut aussi la première fois qu'il eut des candidatures gay à des élections législatives. C'est ainsi que le CLHARI (Comité des lesbiennes et homosexuels de soutien à Rosario Ibarra) fut créé. Patria figurait parmi les candidats homosexuels que le PRT avait présentés pour les législatives de 1982. Elle fut à nouveau candidate en 1991 pour le PRT à l'Assemblée des représentants de la ville de Mexico. Sa participation au mouvement féministe est également très significative. Elle a représenté le District fédéral (DF) à la coordination nationale de femmes pour la Conférence de Pékin en 1994-1995, elle a été membre de la Coordination nationale féministe et a représenté le DF à la coordination des ONG de femmes pour un millénaire féministe en 1995-1997. Patria a également été membre de la commission organisatrice du 4<sup>e</sup> congrès féministe en 1993.

Elle a aussi été active dans le mouvement démocratique de solidarité avec les peuples indiens et particulièrement depuis l'insurrection de l'EZLN en janvier 1994. Elle a fait partie de la présidence collective de la Convention nationale démocratique dans le DF en 1994-1995. Elle a été cofondatrice de la Convention nationale des femmes en 1995 et a participé à la Commission pour la consultation nationale convoquée par l'EZLN en 1995. Elle a fait partie du groupe de conseillers et d'invités de l'EZLN au dialogue de San Andres ainsi que de la commission des 15 personnes qui ont accompagné la Comandanta Ramona lors de son trajet du Chiapas à Mexico.

Patria est membre du Comité central du PRT et membre du conseil éditorial de la revue Cuadernos feministas.

seringues, etc. Nous préparons une campagne de pétitions dans ce but.

### *Quelle a été l'attitude des Zapatistes par rapport au mouvement homosexuel ?*

Extrêmement positive. Ils nous ont invités systématiquement à participer à leurs initiatives, à figurer aux tribunes, ils nous ont donné un espace politique important. J'ai fait partie de la commission qui a accompagné la camarade Ramona du Chiapas à Mexico. Je vais d'ailleurs me rendre au Chiapas pour discuter avec les camarades zapatistes de mon rôle de députée, et voir en quoi je peux contribuer à leur lutte. La question homosexuelle est posée au Chiapas, il existe des groupes dans trois villes de cet Etat (Las Margaritas, Tuxla Gutierrez, San Cristóbal de las Casas) ; les zapatistes parlent ouvertement de cette question. Il y a des préjugés au Chiapas comme partout mais l'EZLN a une orientation très correcte.

### *Quels sont les liens entre le mouvement féministe et le mouvement homosexuel au Mexique ?*

Ma préoccupation a été d'introduire la question homosexuelle dans le mouvement des femmes. Nous avons créé en 1992 un groupe de lesbiennes féministes, le « Closet de sœur Jeanne », qui organise des ateliers, des initiatives politiques, des fêtes... Moi-même je participe à la direction du mouvement féministe, par exemple en ayant coorganisé le IV<sup>e</sup> Congrès féministe mexicain en 1996. Je participe d'ailleurs aussi à la Convention nationale de femmes créée à l'initiative des Zapatistes. La question de la liberté d'orientation sexuelle a bien été intégrée par le mouvement féministe. Néanmoins, il faut bien reconnaître que les choses sont plus difficiles dans l'autre sens, pour faire intégrer la préoccupation féministe par le mouvement homo. Ma candidature s'est certes appuyée sur une impulsion politique féministe, mais a principalement été relayée par le mouvement homosexuel. ■

Propos recueillis par Sonia Leith

13 juillet 1997

**Au peuple du Mexique  
Aux peuples et  
aux gouvernements du monde**

En ce jour, 118<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du général Emiliano Zapata, nous prenons à nouveau la parole pour nous adresser au peuple du Mexique et lui dire notre pensée. Aujourd'hui notre voix se fait à nouveau entendre pour dire sa parole.

La voici.

**I - Le 6 juillet 1997  
et les Mexiques du Mexique**

Madero a dit : « Il a été notifié à celui-ci (Zapata) et à ses partisans que leur serait pardonné le délit de rébellion, mais qu'ils seraient jugés conformément à la loi pour les crimes de droit commun qu'ils auraient commis. Ils refusent de se rendre dans ces conditions, en vertu de quoi les troupes fédérales qui se trouvaient sur le champ des opérations ont reçu l'ordre de poursuivre leur campagne jusqu'à l'anéantissement des rebelles. » *Heraldo de México*, 14 novembre 1911.

« Messieurs, que celui qui n'a pas peur vienne signer, mais sachez que vous allez signer la victoire ou la mort. » Emiliano Zapata, le Plan d'Ayala à la main, 28 novembre 1911.

« Oui, publiez-le, pour que tout le monde sache qui est ce fou de Zapata. »

Madero à Bonilla qui demandait s'il publiait le Plan d'Ayala, décembre 1911.

Monsieur Ernesto Zedillo Ponce de León, chef suprême des forces fédérales, après avoir manqué à sa parole en refusant la proposition de Loi indigène élaborée par la commission de concorde et de pacification, a donné des

violents l'esprit de la loi pour le dialogue et la négociation adoptée par le pouvoir législatif fédéral le 11 mars 1995.

Outre ces pressions militaires, le gouverneur illégitime du Chiapas poursuit sa stratégie de déstabilisation au nord de cet Etat, fait expulser, emprisonner et assassiner des indigènes par la police et les gardes blanches. Pour camoufler le bain de sang perpétré, le titulaire de l'exécutif du Chiapas achète des mensonges dans la presse locale et nationale, et simule des réalisations et des initiatives pour camoufler le détournement de l'argent du peuple.

Ernesto Zedillo, soi-disant président du Mexique, paracheve son action contre les indigènes zapatistes en ordonnant la militarisation des principales régions indigènes du pays. Les indigènes des états de Oaxaca, Veracruz, Guerrero, Hidalgo et San Luis Potosí n'ont pas vu venir la démocratie électorale mais bien des troupes fédérales, des tanks, des avions et des hélicoptères de combat.

Pour le 6 juillet 1997, le gouvernement a tracé une ligne de démarcation claire qui séparait le Mexique indigène des autres Mexiques qui se partagent le territoire national.

Alors qu'au Chiapas les organisations indigènes et de défense des droits de l'homme, la Commission nationale d'interposition, certains législateurs, et des membres honorables de l'Institut fédéral électoral ont dénoncé l'absence de conditions politiques, sociales et militaires pour un scrutin normal, dans le reste du Mexique indien, le Congrès national indigène et des organismes nationaux non gouvernementaux ont fait de même concernant les conditions existantes dans les régions indigènes du centre et du sud du pays.

Les uns et les autres se sont étonnés du silence distant, des tièdes protestations des partis politiques d'opposition, et l'ont dit publiquement. Nous avons compris quant à nous ce silence et cette distance. La confrontation politique s'était concentrée sur des territoires où, il faut le reconnaître et s'en féliciter, avaient été obtenues des conditions plus justes et plus équitables pour la compétition électorale. Un autre Mexique avait la possibilité d'élire ses gouvernants et de faire valoir son choix. La ville de Mexico apparaissait, grâce à l'ouverture obligée des moyens de communication (du fait de l'attente citoyenne), comme le lieu où se concentraient ces conditions démocratiques. La confrontation électorale vive et animée dans le district fédéral a pu « séduire » d'autres territoires, d'autres Mexiques, par l'occasion offerte de dire non au gouvernement et à son projet de nation, le projet qu'incarnent le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et Ernesto Zedillo. Mais le Mexique indien a été laissé de côté et oublié, et il n'y eut aucune tentative sérieuse de tendre des ponts qui auraient pu assurer la transmission de cette possibilité politique. La politique économique criminelle que Carlos Salinas de Gortari et ses successeurs (dont Ernest Zedillo) ont imposée au pays entier dans le cadre du projet néolibéral de destruction nationale, courait un grave danger dans le Mexique qui avait la possibilité de se faire entendre vraiment dans les urnes. Assuré que dans le Mexique indigène l'armée et les gouvernements locaux

Le 8 août, la direction de l'EZLN a rendu publique son analyse de la situation nouvelle créée au lendemain des élections, dont nous publions de larges extraits. Les zapatistes reviennent à nouveau sur le choix qu'ils avaient fait à la veille des élections d'appeler les communautés indigènes à boycotter ce scrutin, tout en respectant la volonté et l'espoir d'une grande partie du peuple mexicain de se saisir de cette occasion pour hâter la chute du parti au pouvoir.

ordres pour que son armée poursuive les plans d'encerclement et d'anéantissement à l'encontre des communautés indigènes rebelles et de la direction de l'EZLN. Les troupes fédérales ont augmenté leurs effectifs et la qualité de leur matériel de guerre, ont occupé des positions avancées et ont repris les patrouilles dans la montagne pour attaquer les campements insurgés. Toutes ces mesures

Document  
Déclaration de l'EZLN

sauraient s'arroger la légitimité nécessaire, le gouvernement suprême a concentré principalement ses efforts d'abord pour faire obstacle à l'affirmation d'une option démocratique, ensuite pour combattre cette alternative (représentée dignement par Cuauhtémoc Cárdenas), et enfin pour la neutraliser et se servir d'elle pour s'assurer la légitimité que son parti-Etat ne pouvait plus lui procurer.

(...)

Mais la société civile, ignorée et méprisée comme toujours par les politiciens, avait conquis des espaces réels pour faire entendre sa voix et sentir son poids et son importance. Ces espaces, sur la carte du pays, ressemblent aux taches de la peau d'un tigre et définissent les nombreux Mexiques qui cohabitent dans notre Mexique.

Pourquoi ne pas reconnaître qu'avait été acquise dans des territoires déterminés de notre pays la possibilité de faire valoir l'opinion citoyenne par des moyens pacifiques ? Mais pourquoi ne pas reconnaître, également, que dans d'autres territoires, dans d'autres Mexiques, prévalent toujours les mêmes faux-semblants et les mêmes farces en matière d'élections et que la voie pacifique reste fermée ?

Reconnaître l'une et l'autre réalité, c'est ce qu'ont fait les zapatistes. C'est ainsi que nous avons appelé à lutter par le bulletin de vote là où les conditions, acquises par les citoyens et dont les partis d'opposition ont bénéficié, lui permettaient de se faire valoir ; et c'est ainsi que nous avons appelé à résister

et à agir contre les simulacres et la farce là où l'objectif du processus électoral se limitait à donner l'apparence d'une « normalité » qui, pour ces citoyens de dernière catégorie que sont les indigènes, ne signifie rien d'autre que misère, abandon, mort, oubli.

Nous saluons aujourd'hui le Mexique qui a pu se faire entendre dans sa rébellion pacifique, et nous saluons l'autre Mexique qui a dû résister pour faire entendre sa rébellion.

Les peuples rebelles zapatistes, les bases d'appui de l'EZLN ont décidé de ne pas participer au processus électoral et de faire de ce 6 juillet 1997 une journée de dénonciation et de rébellion, une journée de protestation contre le mépris et l'oubli.

Le 6 juillet 1997, non seulement nous n'avons pas voté, nous les zapatistes, mais nous avons subverti un processus électoral qui ignorait les peuples indiens du Mexique. Nous avons assumé nos engagements de 1994 et nous les avons réitérés. Ce n'est pas avec ceux d'en haut que nous avons des engagements, mais avec ceux qui sont comme nous, ceux d'en bas. Nous ne regardons pas vers le haut, ce jeu compliqué de simulacres qu'est la politique du pouvoir, ce lieu qui séduit à coup de postes et de richesses.

Nous regardons autour de nous. Nous regardons et nous voyons des millions d'indigènes oubliés par une démocratie électorale qui les met sur la touche, les méprise, les écrase et leur impose un exercice politique qui n'est pas le leur et dont ils ne veulent pas. Nous regardons et nous voyons désespoir, frustration, impuissance. Nous regardons et nous écoutons, nous écoutons ce que les autres n'ont pas écouté. Nous nous sommes fait l'écho de ce silence imposé et nous avons répété ce « ¡ Ya Basta ! » qui nous a donné voix et visage dans le monde moderne.

L'autre Mexique, l'indigène, le nôtre, a de nouveau obligé la nation à le considérer et à se rappeler que restent en suspens les accords pour son intégration comme partie prenante de l'histoire présente de notre pays.

Qui a gagné et qui a perdu dans ces élections du 6 juillet 1997 ? Par ces couleurs de tragi-comédie dont se pare toujours l'histoire du pouvoir, une alchimie compliquée a permis de présenter les principaux perdants, Zedillo et sa politique économique, comme les grands triomphateurs. Lui qui a défendu l'efficacité d'un projet économique qui détruit notre pays ; l'héritier (et pas seulement du fauteuil présidentiel) de Carlos Salinas de Gortari, qui a lié son sort à celui de son parti et l'a appuyé de toutes les ressources de l'Etat ; lui, « Monsieur le Président » (comme il se murmure timidement à Los Pinos) se présente comme le grand triomphateur du 6 juillet 1997 et il en appelle à l'histoire pour qu'elle garde sa mémoire. Ses adulateurs l'appellent le « nouveau Francisco I. Madero ».

Ernesto Zedillo, persuadé d'avoir emboîné (outre les analystes et les dirigeants politiques) le pays entier, tourne ses batteries contre ceux qui persistent à défier son système politique et économique : les zapatistes. Les majordomes se répandent en déclarations pour accréditer un mensonge : « Les conditions pour la paix au Chiapas sont réunies, les récentes élections démon-

trant que les autres formes de lutte sont caduques (énième chant du cygne pour la lutte armée), les vaincus des élections sont ceux qui ont choisi la lutte armée plutôt que les urnes, les zapatistes doivent signer la paix et intégrer la vie politique nationale en tant que formation institutionnelle, etc., etc. »

Il y a trois ans, le 8 août 1994, lors de la Convention nationale démocratique, nous avons dit : « Lutte. Lutte sans relâche. Lutte jusqu'à la défaite du gouvernement. Lutte jusqu'à la défaite de la guerre. Lutte jusqu'à notre propre défaite. La défaite ne sera jamais si douce que si le passage pacifique à la démocratie, la liberté et la justice en sortent vainqueurs » Nous pensons de même aujourd'hui. Notre aspiration reste celle de « soldats que luttent pour qu'un jour les soldats ne soient plus nécessaires ». Notre rêve est de rendre inutiles les armes, de contribuer à la construction d'un pays où on puisse lutter, dans l'égalité, la justice, la liberté et la démocratie, sans autres armes que les idées, les paroles et la pratique honnête et conséquente.

Vivons-nous déjà dans un tel pays ? Nous ne le pensons pas et ce qui s'est passé le 6 juillet 1997 ne sera un véritable triomphe que quand tous les Mexicains dans tout le pays pourront lutter par des moyens pacifiques et civils à égalité de chances, et ne devront pas recourir à la violence pour faire valoir leurs droits, ou ne serait-ce que pour être entendus. Au Mexique se côtoient toujours de nombreux Mexiques esclaves.

Vivons nous déjà une transition à la démocratie ? A cette question Ernest Zedillo s'est empressé de répondre : rien ne nous fera modifier le modèle économique que nous imposons au pays (une autre façon de dire : « Tant que la démocratie n'affecte pas les aspects fondamentaux de la vie nationale, qu'elle soit la bienvenue. »), nous sommes prêts à faire montre de bonne volonté pour discuter des conditions de reddition des zapatistes, nous continuerons à nier l'existence de l'EPR et à attaquer ceux qui sont suspects de la soutenir, nous serons disposés à faire semblant de tenir notre parole mais nous ne la tiendrons pas, nous serons disposés à « intégrer à la modernité » (cela veut dire à éliminer) les peuples indiens.

Le 6 juillet 1997, et pas seulement par les votes, ceux qui ont perdu c'est le système de parti-Etat, c'est Zedillo et son indécise campagne électorale du haut de son siège présidentiel. Un Mexique a perdu, celui des puissants. Il a perdu, mais il n'a pas été écrasé. Il se recompose aussitôt



pour entrer, en position avantageuse, dans...

## II - L'espace démocratique en dispute

Zapata dit : « *Monsieur Madero est tombé dans le piège des scientifiques, il agit, consciemment ou non, pour sa propre ruine ; la paix qu'il préconise, c'est l'assurance pour le riche et le fouet pour l'indien.* »

Avec les élections du 6 juillet 1997 s'est ouvert un espace qui peut être de démocratie, liberté et justice, ou de simulacre et escroquerie. Cet espace est en dispute. Les puissants et leurs serviteurs veulent se l'approprier ; et, à l'opposé, les forces populaires et citoyennes luttent pour le prendre en compte et l'élargir.

La défaite électorale du PRI dans certaines régions de la République ne signifie pas la fin du système de parti-Etat et la démocratisation du pays. Une lutte sérieuse s'engage pour que rien de fondamental ne change. Le Pouvoir sait que sa marge de manœuvre et de cooptation est grande et jamais auparavant des élections n'ont été autant applaudies par le grand capital et le pouvoir international. Et tandis que se prolongent les festivités de victoire et les nostalgies de lutte, le Pouvoir tisse sa toile de séduction et on voit réapparaître les éternels gredins, parfois sous d'autres noms ou d'autres couleurs, mais toujours aussi infâmes.

Le grand acteur (aujourd'hui diffus et immobile) du 6 juillet dans le Mexique qui a réussi à faire prévaloir sa révolte par des moyens pacifiques, c'est la société civile. Ce mélange complexe d'ouvriers, de paysans, de femmes au foyer, d'enseignants et d'étudiants, de professionnels, de petits et moyens entrepreneurs, et d'etcéteras qui échappent aux classifications sociologiques, a pu construire et impulser un mouvement d'insurrection citoyenne qui doit être non seulement reconnu, mais salué et imité, dans une logique spécifique, là où les conditions le permettent. Dans ce Mexique, la société civile a réussi à ouvrir un espace démocratique.

Cet espace démocratique trouve dans la capitale son plus important point de dispute. Là, dans cette ville et dans ce qui s'y passe ou ne s'y passe pas, s'accumulent espoirs et rêves de ceux qui restent muets et paralysés, ceux d'en bas, les autres Mexiques. Nous voyons dans ce qui peut se passer dans cette ville la possibilité réelle qu'un mouvement croisse, se développe et devienne maître de soi et de son destin

(« souveraineté » ne veut pas dire autre chose), la possibilité qu'un mouvement d'insurrection populaire puisse transiter par la voie la plus inclusive : la voie civile et pacifique.

Un homme peut parvenir à symboliser cette possibilité qu'une insurrection citoyenne se traduise en démocratie, liberté et justice pour tous. Il se nomme Cuauhtémoc Cárdenas Solorzano, le fils du général. Porte drapeau de la lutte pacifique pour la démocratie au Mexique, il en devient lui-même le drapeau. Sa personne, ce qu'elle signifie, est en dispute entre les puissants et ceux d'en bas. Autour de ce qu'il représente se regroupent des forces de toutes provenances sur la scène politique nationale et internationale. L'enjeu n'est pas le gouvernement de la ville la plus peuplée au monde, mais la possibilité soit d'une transformation radicale par des voies pacifiques, appuyée sur et par les mouvements citoyens et populaires, soit d'un simulacre appuyé sur et par les groupes de pouvoir nationaux et étrangers, qui laisse pendants les problèmes fondamentaux de la Nation.

(...)

Au centre d'un centre politique déjà bien congestionné, le centre-centre (qui s'incruste actuellement dans les partis, avant d'arriver à décoller comme force politique autonome) propose lectures, conséquences et ... recettes. Voici qu'est à la mode dans les rangs de cette classe politique l'idée que « les escaliers se nettoient de haut en bas » et que c'est du haut du pouvoir que va s'effectuer la transition du Mexique vers un pays de démocratie, liberté et justice. Aux déshérités ils demandent d'attendre seulement que le balais arrive en bas des marches. Il ne faut pas bouger, disent-ils, juste rester tranquilles.

Mais ceux qui misent sur l'immobilisme, attendant que d'en haut viennent solutions et miracles, ceux-là misent sur la défaite. Ils disent que vu que les choses ont déjà changé, il ne faut pas se mobiliser pour ne pas créer de difficultés aux nouveaux politiciens au pouvoir. Pourquoi ? N'est-ce pas la mobilisation qui a assuré la défaite du PRI ? N'est-ce pas la mobilisation qui a ouvert cet espace qui peut apporter l'espoir à tous les déshérités de ce pays ?

(...)

Avec la même logique, le « centre » nous demande, nous enjoint de signer rapidement la paix et de nous transformer sans délai en force politique « institutionnelle », autrement dit à nous transformer en un élément de plus de la machine du pouvoir.

Nous leur répondons non, et ils ne le

comprennent pas. Ils ne comprennent pas que nous ne soyons pas d'accord avec ces idées. Que nous ne voulions pas de postes ni de situations au gouvernement. Que nous luttons non pas pour que les escaliers soient balayés de haut en bas, mais pour qu'il n'y ait plus d'escalier du tout, que tout règne soit caduc. Que nous ne voulions pas une paix qui consiste seulement à rebaptiser l'esclavage et la misère, une autre façon moins brutale de nommer la « mort ». Que la paix qu'ils préconisent, la paix de ceux d'en haut, n'est rien d'autre que la sécurité du puissant et la condamnation de ceux d'en bas.

La dispute pour s'approprier l'espace ouvert par l'insurrection citoyenne du 6 juillet touche tous les acteurs politiques. Elle ne se limite pas à la figure de Cárdenas, elle concerne aussi la politique et la ligne du PRD. Au sein de la gauche électorale redoublent les attaques contre les positions radicales et le pouvoir lutte pour transformer ceux qui s'opposaient hier à son arbitraire en personnel de relève de ses administrateurs déconsidérés.

(...)

Les militants du PRD reconnaissent qu'il y a une dispute sur l'orientation du parti. Une lutte oppose ceux qui disent que le plus importante est d'être une véritable option de gouvernement et qu'il faut « s'adapter » au profil de l'électorat à conquérir, et ceux qui disent qu'il faut agir pour que l'orientation de gauche du PRD convainque l'électorat en tant qu'option de gouvernement réelle et souhaitable.

Nous pensons que l'existence d'une option électorale de gauche est nécessaire. Il faut qu'une alternative nouvelle s'affirme sur la scène des partis politiques nationaux, basée sur les principes d'égalité sociale, de démocratie, de liberté et de souveraineté nationale. Nous pensons qu'il faut qu'existe une organisation de gauche qui aspire à la prise du pouvoir et qui gagne le soutien de la majorité des citoyens.

Le fait que nous mêmes n'aspirions pas au pouvoir ne veut pas dire que nous nous opposons à ceux qui luttent pour le conquérir. Nous luttons contre les rapports existants entre l'Etat et les citoyens, où le premier au mieux ignore les seconds, quand il n'impose pas son autorité. Ce rapport de domination concerne aussi bien un gouvernement de droite, du centre (s'il existe) ou de gauche. C'est pourquoi nous



luttons pour « gouverner en obéissant ». Mais nous savons aussi que ce principe pourrait mieux s'accomplir, tout au moins en théorie, sous une politique de gauche.

La crise du PRD conduira-t-elle à le jeter dans les bras du « centre » ou à le renforcer en tant qu'orientation électorale de gauche, c'est le PRD et ses adhérents qui en décideront. A en croire les discours, mises au point et prises de position actuels, on peut s'attendre à ce qu'un vide ne soit pas comblé, celui qui se trouve précisément sur le côté gauche du panorama politique électorale.

En politique, les vides ne durent pas. A peine se forment-ils qu'ils sont comblés par de nouveaux acteurs ou par une redistribution des acteurs préexistants.

En tout état de cause, au-delà de la crise des partis, l'espace ouvert par les citoyens reste béant et le choix du cours qui l'emportera n'est pas encore tranché, entre l'immobilisme qui permettra que se reforme le cauchemar et le mouvement qui approfondit et élargit cet espace pour qu'il englobe le pays tout entier.

### III - L'alternative de la nation : dialogue et vérité ou mensonge et affrontement

*« Je veux vous faire savoir qu'il est nécessaire que vous rejetiez cette farce ridicule, qui vous rend si indigne et si méprisable et que vous fassiez davantage preuve de tact quand vous traitez avec des gens honnêtes, parce que vous devez savoir que*

*les négociations de paix se mènent avec les citoyens président et vice-président de la République, Messieurs Francisco I. Madero et docteur Francisco Vásquez Gómez, qui sont les chefs et les seuls chargés de trouver la paix et non pas avec moi qui ne suis qu'un simple élément en ma qualité de général... Je vous demande à vous et à tous vos partisans qu'ils s'adressent au chef et non pas à la base pour établir la paix et qu'ils ne me confondent pas avec Figueroa, qui n'est qu'un misérable que seuls impulsent l'intérêt et l'argent. Enfin je vous dirai que je me suis soulevé non pas pour m'enrichir mais pour défendre et accomplir ce devoir sacré qui incombe au peuple mexicain honnête et que je suis prêt à mourir à tout moment*



*parce que j'ai sur mon cœur la pureté du sentiment et la tranquillité sur ma conscience. Emiliano Zapata.*

*P.S. : je profite de l'occasion pour que, préoccupé comme vous l'êtes par la paix, vous me livriez pacifiquement la localité de Cuautla, Morelos, pour le bien des habitants de la ville qui seraient les victimes de la situation ; je n'ai aucun besoin de vos faveurs car je n'ai jamais sollicité clémence qu'à Dieu et de lui seul elle m'est nécessaire. Salut. »*

Lettre à Fausto Beltrán, 10 mai 1911.

Dans la nouvelle situation du Mexique, Monsieur Zedillo prétend maintenant refermer l'encerclement légal autour de nous. Il réalise que les forces armées non seulement n'ont pas pu nous contenir, mais qu'elles n'acceptent pas le rôle que les politiques leur ont assigné. Monsieur Zedillo veut que le nouveau Congrès de l'Union lui donne un aval légal pour nous anéantir. Il attend des députés du PAN et du PRD qu'ils l'aident à nouer la corde de la potence qu'il nous réserve.

Certains dirigeants du PRD font leur la parole présidentielle et placent au premier point du calendrier parlementaire « la pacification » du Chiapas. « Pacification » clamaient les puissants pour désigner leurs campagnes meurtrières contre les indigènes au temps de la colonie. « Nous venons pacifier » déclarait Huerta quand, sous les ordres de Madero, il poursuivait et assassinait les zapatistes. Mais face à cette inexplicable amnésie de ces politiciens du PRD qui oublie que le problème dans le sud-est du Mexique, et dans le pays tout entier, c'est que le gouvernement ne respecte pas sa parole, d'autres membres du PRD unissent leur voix et leurs luttes à celles qui exigent un dialogue véritable et une paix juste et digne.

Monsieur Zedillo voudrait que le PRD prenne la responsabilité du piège contre les zapatistes, il essaie de le convaincre que nous, et tout ce que nous représentons, constituons un obstacle sur son chemin. Tous au PRD ne sont pas d'accord avec cette idée, comme l'attestent ses nombreux militants qui sympathisent avec le zapatisme.

On voit donc s'élever des voix qui intiment à l'EZLN de revenir à la table du dialogue et de signer la paix. Elles se trompent d'interlocuteur. Ce n'est pas nous qui faisons obstacle à la paix, qui refusons de tenir notre parole, harcelons les communautés ni assassinons les indigènes. C'est ce sale gouvernement.

La paix ne tient pas à une signature. Le

gouvernement est disposé à signer n'importe quel document, mais il n'est pas prêt à tenir sa parole. Le véritable problème c'est que le mensonge que Monsieur Zedillo appelle « dialogue » ne conduit qu'à l'affrontement, la violence et le rejet de solutions réelles. Le dialogue, pour être effectif et authentique, ne peut résider que dans une véritable volonté de tenir les engagements. Ceux qui exigent la paix doivent s'adresser à ceux qui refusent qu'elle soit nouvelle, juste et digne : le pouvoir suprême. Lui et ...

### IV - Les autres mains sales : l'armée antinationnaliste, l'église réactionnaire et le capital étranger

*« N'ayez aucun doute quant à l'armée nationale, Monsieur le Président, car ils sont tous mes frères et je proteste à nouveau devant vous de notre adhésion et respect. »*

Huerta à Madero, novembre 1911 (quelques mois avant de l'assassiner)

Un nouveau scandale secoue le pays. Les imbrications entre les narcotrafiants et le haut commandement de l'armée fédérale mexicaine font trembler un des piliers qui sous-tend le système du parti-Etat. L'armée fédérale poursuit son évolution vers une force politique et se voit contaminée par toute la pourriture que le pouvoir instille dans la classe politique.

Incapable de se débarrasser de l'image (seulement de l'image) de Carlos Salinas de Gortari, le PRI a recours à un général en retraite, politicien d'active, pour diffuser des mensonges à ceux qui ne demandent qu'à les croire. « Salinas a négocié avec les zapatistes en 1993 », dit-il avant d'ajouter : « Nous savions déjà en 1993 qu'il y avait une guérilla au Chiapas. » Celui qui parle ainsi s'est évertué en 1993 à nier l'existence de toute guérilla dans cet Etat. « Ils viennent d'Amérique centrale », affirmait-il. Une inscription sur les murs du palais municipal de San Cristóbal de las Casas, un certain matin de janvier 1994, lui a répondu : « Alors, il n'y avait pas de guérilla ? » Ceux qui aujourd'hui font écho à ces calomnies oublient que depuis janvier 1994 nous avons réclamé la destitution du tyran qui usurpait le siège présidentiel. A cette époque, ceux qui ont la bouche pleine d'explications honteuses et outrageantes, nous ont qualifiés d'extrémistes utopistes parce que nous nous en prenions à la figure « sacrée » du Président. A

l'époque où beaucoup de ceux qui se déclarent maintenant anti-Salinas, y compris l'armée fédérale, se répandaient en cortèges pour aduler l'usurpateur, nous avons brandi nous le drapeau Ya basta !

En 1993, au fait de notre existence, Salinas de Gortari n'a parlé à personne d'autre que ses complices, entre autres le haut état-major de l'armée fédérale et ils se sont mis d'accord pour taire l'existence d'une guérilla au Mexique, pour ne pas faire obstacle à la signature du Traité de libre commerce au congrès ... des USA ! Salinas l'a fait rassuré par une promesse des militaires : le 10 janvier, ils procéderaient à l'anéantissement de la guérilla. Manqué, nous avons pris les devants. Tout le reste ne sont que des supputations qui, l'histoire le montre, ne tiennent pas debout.

Non contente de se salir avec l'argent du narcotraffic, l'armée fédérale trempe ses mains dans le sang des indiens, directement ou par le biais des escadrons paramilitaires qu'elle entraîne et dirige, dans ses exactions contre l'autre Mexique (Carlos Rojas vient d'accorder, sous la pression de l'armée, cinq millions de pesos à « Justice et Paix »).

L'armée fédérale obéit aux ordres que lui donne le pouvoir fédéral, mais, au-delà de ses protestations de loyauté, elle aspire toujours plus au Pouvoir... en tant que force politique au sein du système. Mais l'armée n'est pas la seule à défendre des intérêts politiques et économiques dans le conflit au Chiapas.

L'église réactionnaire voit dans le conflit du sud-est du Mexique une façon de recouvrer son influence. Comme au cours des siècles passés, l'église réactionnaire recherche un pouvoir qui n'est en rien céleste, et très diabolique. Outre l'église catholique, les instances évangéliques réclament l'anéantissement des zapatistes et proposent, comme solution, le départ de Marcos du pays.

Le grand capital international, avant tout aux USA, a également un intérêt tout particulier à ce que le conflit au Chiapas n'ait pas d'autre issue que l'élimination des communautés indigènes. Pour lui, les indiens représentent une entrave à l'appropriation des riches gisements de pétrole et d'uranium, sans compter les bois précieux en abondance dans ...

## V - Le lieu et la position des zapatistes

« Au titre des services que vous avez rendus à la révolution — dit Madero à

Zapata —, je vais veiller à ce que vous en soyez dûment remercié de sorte que vous puissiez acquérir un bon ranch. » Zapata lui répondit : « Je ne me suis pas engagé dans la révolution pour devenir propriétaire terrien ; si j'ai quelque valeur, c'est grâce à la confiance que m'ont accordée les rancheros, qui ont foi en nous car ils croient que nous allons accomplir ce qui est proposé et si nous abandonnons ce peuple qui a fait la révolution, il aurait toutes les raisons de retourner leurs armes contre ceux qui oublient leurs engagements. »

Les accords de la première session du Dialogue de San Andrés ont été passés entre le pouvoir fédéral et l'EZLN par le biais de leurs représentants respectifs. Zedillo ne tient pas sa parole et refuse de reconnaître les droits des peuples indiens par des allégations mensongères. Tant qu'il ne respecte pas les accords passés, non seulement le dialogue s'avère inutile et trompeur, mais cela met entièrement en cause la voie du dialogue comme véritable solution aux conflits.

Nous ne reprendrons pas le dialogue tant que ne seront pas remplies les conditions minimales, entre autres l'application des accords de San Andrés en matière de « droits et culture indigènes ». Voilà notre position.

Notre place ? Elle est aux côtés des indigènes et nous continuerons à lutter pour eux, aujourd'hui et...

## VI - Demain...

« C'est le libérateur des esclaves, celui qui promet des richesses pour tous..., il offre le partage des terres et sa prédication commence à porter ses fruits, les indiens se sont rebellés. »

José María Lozano, réclamant que soit fusillé Zapata devant le Congrès de l'Union, à Mexico. Août 1911.

Nous les zapatistes marcherons sur la ville de Mexico au mois de septembre de cette année. 1 111 zapatistes, hommes, femmes et enfants, un pour chaque communauté indigène qui soutient l'EZLN, se rendront à la capitale.

Nous allons à la ville de Mexico, siège du pouvoir de l'Union, pour exiger l'application des Accords de San Andrés sur les droits et la culture indigènes.

Nous allons manifester notre révolte dans ce « territoire éternellement rebelle et digne », car c'est ainsi que nous avons désigné le district fédéral de Mexico dans notre déclaration du 1er juillet 1997.

(...)

Nous invitons tous les peuples indiens du Mexique et la société civile nationale et internationale à nous accompagner. Nous invitons en particulier nos frères et sœurs du Congrès national indigène, les organisations sociales, non gouvernementales et politiques indépendantes, les travailleurs de la ville et de la campagne, les artistes et les intellectuels, les colons et les femmes au foyer, les homosexuels et les lesbiennes, les travailleurs de la culture et des médias, les religieux et les religieuses, le Mexique tout entier, pour qu'ils marchent avec nous vers la capitale. Nous les invitons à s'organiser...

## VII - Aujourd'hui...

« Comme je ne suis pas un politicien, je ne comprends pas ces victoires à moitié où ceux qui ont été battus sortent gagnants ; de ces victoires où, comme dans mon cas, on me propose, on m'enjoint, alors que la révolution triomphe, de quitter non seulement mon Etat, mais aussi ma patrie... Je suis résolu à lutter contre tout et contre tous sans autre bouclier que la confiance, l'affection et le soutien de mon peuple, faites-le donc savoir à tous ; quant à don Gustavo (Madero) dites lui en réponse à l'opinion qu'il se fait de moi, qu'on n'achète pas Emiliano Zapata avec de l'or. Aux camarades emprisonnés victimes de l'ingratitude de Madero, dites leur de ne pas s'inquiéter, qu'il reste encore ici des hommes d'honneur et que je garde l'espoir de venir les libérer. »

Emiliano Zapata Salazar

Général en chef de l'Armée de libération. Lettre à Gilardo Magaña, 6 décembre 1911.

Nous prenons à nouveau la parole et c'est seulement pour vous rappeler à tous que nous sommes ici, que nous ne sommes pas partis, que nous restons dignes et rebelles. Nous prenons à nouveau la parole pour répéter...

Démocratie ! Liberté ! Justice !

*Des montagnes du Sud-est du Mexique  
Pour le Comité clandestin révolutionnaire indigène — commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale*

*Sous-commandant insurgé Marcos  
Mexique, 8 août 1997.*



# ALENA

## et militarisation

*L'application de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) provoque militarisation et intervention accrue des services de la CIA au Mexique.*

Dans le modèle néolibéral de l'autre côté de l'Atlantique, le Mexique est et a été présenté par son associé nord-américain, les États-Unis, comme un exemple et un site de diffusion et d'expérimentation des nouvelles relations avec l'Amérique latine. Au Mexique, avec l'Accord de libre échange (ALENA), des relations de domination et d'enrichissement d'une petite couche de la société sont en train de se mettre en place, laissant la majorité de la population dans des conditions difficiles, pour ne pas dire dans l'esclavage, comme l'affirme un haut responsable des finances du *Legal research international*, Christopher Whalen. « *La relation économique entre les pays du nord est inégale et le Mexique est notre colonie. Nous sommes un empire colonial. Le Mexique est notre plus grand holding.* »

### Néolibéralisme et intervention

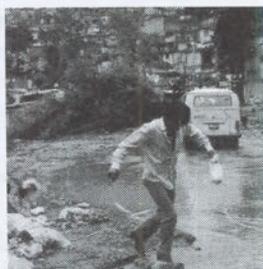
L'objectif des néolibéraux, made in Mexico, semble bientôt atteint sans gros problèmes. En plus de la Société de télécommunication du Mexique (Telemex), déjà privatisée, on progresse dans la vente partielle de la pétrochimie, ce qui ouvre la porte aux privatisations totales d'autres secteurs stratégiques (chemins de fer, électricité, ports et aéroports). Cuauhtemoc Cardenas, ex-candidat à la présidence de la République pour le PRD, est prêt à dire qu'« *il existe des pressions étrangères, mais aussi un groupe qu'on pourrait qualifier de collaborateurs* ». L'ex-président, Carlos Salinas a modifié la constitution pour en faire un cadre de lois subordonné à l'ALENA. José Luiz Manzo (prix d'économie 1997) et ex-fonctionnaire des Pétroles mexicains (Pemex) affirme qu'actuellement, le gouvernement d'Ernesto Zedillo « *confond les produits pétroliers de base et secondaires pour violer la constitution et se rattacher à l'ALENA* ». Dans un pays où la plus grande partie de la population vit de l'agriculture, « *la goutte d'eau qui fait*

*déborder le vase* » a été la réforme de l'article 27 de la constitution. Le 7 novembre 1991 — pour respecter les exigences de l'ALENA et les accords néolibéraux du FMI — le nouveau texte de l'article 27 légalisait les grandes propriétés en déclarant qu'il n'y avait plus de terres à distribuer aux paysans et indigènes, qui l'exigeaient depuis des années, et facilitait la privatisation des terres ejidales et communales. En ajoutant à cela l'article 704 de l'ALENA qui interdit les subventions sur les produits de la terre, on voit que les appuis aux paysans pauvres se réduisent en peau de chagrin. Avec ces nouveaux textes les grands propriétaires se trouvent renforcés, condamnant une grande partie de la population paysanne et indigène à un futur incertain (augmentation de l'émigration vers les grandes villes et miroir aux alouettes nord-américain), où seule la mort est garantie pour des millions de paysans qui sont en concurrence avec les puissances économiques mondiales. La même condamnation est assurée aux millions de chômeurs, issu de la fermeture de milliers de petites et moyennes entreprises incapables de concurrencer celles du nord. La politique néolibérale, pendant plus de dix ans, garantissait aux partenaires du nord que les conquêtes de la Révolution de 1910 et de l'État « providence » issu de cette révolution étaient en train d'être enterrées.

### Racisme et colonialisme

Alors que les frontières mexicaines s'ouvrent, les gouvernements des États-Unis renforcent leurs lois racistes en durcissant celles sur l'immigration afin d'éviter la contamination mexicaine. Le journaliste nord-américain, Royko-prix Pulitzer de journalisme — demande dans le Chicago Tribune que les États-Unis envahissent le Mexique, qui est « un pays inutile », n'ayant pas donné rien apporté d'utile à la planète depuis le début du siècle, excepté le breuvage enivrant nommé « tequila ». Il faut donc le conquérir pour en faire « une colo-

Par  
Benito Rojas



*nie, avant que toute sa population ne vienne se faufiler à travers notre frontière* ». On demande un nouveau mur de Berlin, mais auparavant, on exige la remise de la Basse Californie pour le paiement aux États-Unis du prêt de 1995. Bill Clinton assure dans son livre — Quand histoire et espoir se rencontrent — que « *le prêt était remboursé bien avant la date convenue* » et cela « *en assurant un gain de 500 millions de dollars* ». Cette ambiance de profit, avec la mort des autres et la xénophobie, fait partie de la stratégie de guerre de basse intensité (guerre psychologique). Il faut donc prendre au sérieux la proposition-fiction de l'ex-chef du Pentagone, Caspar Weinberger, quand il présente dans son livre — Prochaine guerre — un scénario d'invasion du Mexique en 2003 : « *si un*

*gouvernement radical assume le pouvoir, Washington est prêt à envahir le pays et même à bombarder la capitale », tout cela avec le prétexte de la lutte contre le trafic de drogue, ce qui rappelle le scénario de propagande évoqué par la grande nation de la liberté pour occuper le Panama.*

### ALENA et révolte

L'application de l'ALENA, signé entre les trois pays du nord (Mexique, États-Unis, Canada), étaient prévue pour le 1er janvier 1994. Personne ne soupçonnait la voix de ceux d'en-bas (ceux du sous-sol, comme le dit le sous-commandant Marcos) qui s'organisaient pour dire « Basta ! » à plus de 500 ans de misère et de mort. L'apparition en première ligne et comme mémoire de la résistance, des Indigènes mexicains (comme ils le disent eux-mêmes : « nous sommes évidemment Mexicains et Indiens par notre histoire ») avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a contré la passivité dont faisait preuve la société civile et un secteur de l'opposition au modèle néolibéral. Avec le cri de « non à l'ALENA », les indiens mexicains et l'EZLN se sont opposés directement aux desseins nord-américains, ouvrant une parenthèse dans l'application des accords.

La crise ouverte par l'apparition de l'EZLN, au lieu d'éviter un nouveau vol des richesses nationales avec un nouveau système politique démocratique, a provoqué l'utilisation de méthodes autoritaires, des assassinats politiques et des arrestations de militants, ainsi qu'une militarisation de type cono sur, comme modèle économique, avec l'appui de moins en moins voilé des États-Unis. La ligne dure à l'intérieure du PRI a choisi la solution violente, et dans l'opposition, on compte, pendant les deux ans de présidence d'Ernesto Zedillo, dans les seuls rangs du PRD, 150 assassinats de dirigeants. Les assassinats politiques de Luiz Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence en 1994 et du secrétaire général du PRI, Francisco Luiz Massieu, montrent un scénario d'horreur à l'intérieur du PRI, avec ses règlements de compte et une odeur de mort qui commencent à se répandre.

### Service d'intelligence militaire

L'intervention des services de la CIA, du Pentagone et la militarisation du pays ont été la règle. L'EZLN n'a pas seulement

dérangé le gouvernement mexicain en révélant un système politique en pleine décomposition. Pendant plus de 65 ans le PRI a réussi à se maintenir au pouvoir grâce au clientélisme, à la corruption et à la fraude, tout cela sur les conseils et d'après les plans interventionnistes, qui devaient être légitimés par l'ALENA. Jack Cope, colonel à la retraite et professeur à l'université de la défense du Pentagone confirme cette thèse, en affirmant que le principal axe stratégique des États-Unis, après l'ALENA, sera de convaincre le Mexique que les voisins du nord n'étaient plus un adversaire interventionniste mais un allié de confiance important et partageant les mêmes intérêts nationaux.

On sait que l'espionnage au Mexique n'est pas nouveau. Les grands ont toujours surveillé ce qui se passait sur le territoire national. Entre 1965 et 1969, la CIA avait un bureau à Mexico en liaison direct avec la Maison blanche. Le journaliste Pascal Beltran del Rio a révélé que Winston Scott, agent de la CIA au Mexique, avait eu des relations très étroites avec trois présidents mexicains — Adolpho Ruiz Cortines, Lopez Mateos et Diaz Ordaz — à une époque d'importante répression des mouvements sociaux (enseignants, cheminots et étudiants) qui s'est soldée par des interventions militaires. Dans cette analyse nous pouvons constater que Winston Scott avait une grande influence à « los Pinos » (résidence présidentielle), protégé par le prési-

dent Diaz Ordaz (président en fonction en 1968, au moment des massacres de la Place des trois cultures à Mexico). Winston Scott entretenait une étroite collaboration avec le gouvernement mexicain et jouissait d'appui opérationnel dans tous les secteurs. D'après un autre livre, d'un agent déserteur de la CIA, Philip Agee, on sait que Diaz Ordaz était très proche de la CIA depuis sa nomination comme secrétaire d'État du gouvernement de Mateos.

L'intervention des États-Unis au Mexique continue. Les assassins de l'Agence anti-drogue des États-Unis (DEA), Enrique Camaena, en 1985 à Guadalajara, étaient des informateurs payés par la CIA, a affirmé dans une conférence de presse, Celestino Castillo, agent de la DEA de 1972 à 1992. Celui-ci s'est déplacé au Mexique pour montrer des documents sur la supposée implication de la CIA dans le trafic d'armes et de drogues destinés à appuyer la Contra au Nicaragua pendant la présidence de Ronald Reagan.



### Le Mexique, une partie du continent

Le soutien des dictatures militaires en Amérique latine et l'utilisation de la guerre



de basse intensité ont été des méthodes anti-insurrectionnelles que le Pentagone a enseignées aux militaires latino-américains. Un officier nord-américain à la retraite, Joseph Blair, a dit que le centre de formation des militaires latino-américains était « l'École des Amériques ». Des documents révélés par le Pentagone montrent les techniques enseignées dans cette école : la torture, l'exécution des opposants, l'extorsion et autres méthodes qui violent les droits de l'homme. Les manuels utilisés montrent comment recruter des informateurs par l'intimidation, la rémunération des assassins d'opposants, l'exécution sommaire, l'usage du sérum de vérité, l'instauration de la terreur au sein des opposants afin de diviser et démobiliser, ainsi que la guerre psychologique visant à épuiser et diviser les militants. Les données du Pentagone mentionnent qu'environ 60 000 militaires latino-américains ont été entraînés à ces techniques de défense depuis que les États-Unis ont initié ce processus en 1964, au Panama (ensuite transposés en Géorgie pour combattre la « menace communiste »). Parmi les militaires passés dans cette « école des dictatures » (comme l'a baptisée le sénateur démocrate Joseph Kennedy, qui ne cesse de demander sa fermeture) on trouve de nombreux officiers

connus pour leurs violations des droits de l'homme : le major salvadorien Roberto d'Abuissou, connu comme chef des Escadrons de la mort qui ont assassiné des milliers de militants sociaux et syndicaux, de paysans, étudiants et religieux ; ou encore le

général Manuel Antonio Noriega, actuellement en prison aux États-Unis.

### Les bottes militaires comme pouvoir

Quand William Perry, ministre de la défense nord-américain s'est rendu au Mexique en octobre 1995, il a levé le voile. Il a confirmé devant 10 000 soldats mexicains le cauchemar, annoncé par Marcos au Président Zedillo en affirmant que la sécurité nationale entre son pays et le Mexique était le « troisième lien », et que l'objectif de sa visite était de renforcer les étroites relations où « on a déjà deux bases fortes dans nos liens politiques et écono-

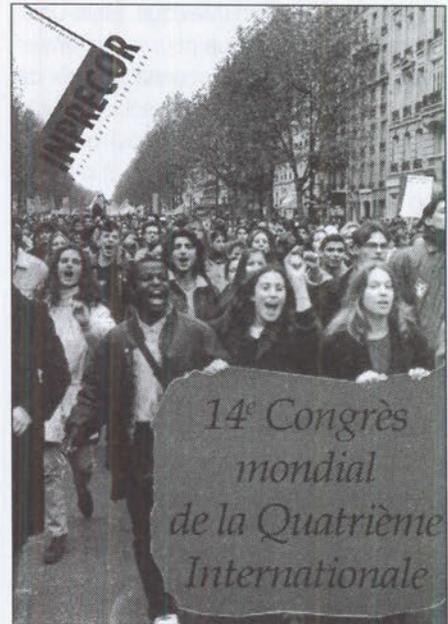
miques ». Donc en plus de l'intervention « clandestine » (CIA-DEA) et de l'instruction militaire, les relations entre les États-Unis et le Mexique se sont formalisées avec les déclarations de William Perry qui a affirmé que le gouvernement nord-américain avait suggéré à plusieurs reprises la possibilité de réaliser conjointement des manœuvres militaires. Immédiatement après ces déclarations, le ministre des affaires étrangères mexicain a démenti en précisant que la coopération entre les deux pays « ne comprend en aucun cas des manœuvres conjointes », mais « exclusivement » la modernisation du matériel militaire, des entraînements militaires et une coopération dans la lutte contre le trafic de drogue, ainsi que contre les catastrophes naturelles. Ainsi, le 20 novembre, le transfert de 20 hélicoptères Uhi-Huey a commencé vers le Mexique pour la lutte contre le trafic de drogue (53 autres seront livrés en 1997). Cependant, les représentants du congrès des États-Unis et le département d'État disposent d'un rapport montrant que ce matériel militaire était utilisé dans le Chiapas. Le directeur du Washington Office on Latin America a envoyé une lettre au ministre de la Défense nord-américain où il dénonce cette situation, avertissant que le rôle de l'armée mexicaine était de plus en plus important dans les affaires de sécurité publique. Le danger est évident, en effet, à chaque instant que le centre du pouvoir ne se déplace vers les bottes militaires, réclamées à grands cris par quelques nostalgiques, effaçant tout espoir d'un Mexique démocratique épris de justice et liberté. ■



## 14<sup>e</sup> Congrès de la Quatrième Internationale

Numéro spécial (hors série)  
supplément à Inprecor n°389

**A commander**  
à PECI, BP 85, 75 522  
Paris Cedex 11  
Prix : 50FF, 15 FS, 300 FB



A commander :

### Pour une autre Europe Contre l'Europe de Maastricht

Numéro spécial, juin 1997

Prix : 20 FF, 7 NLG, 125 FB, 5 CHF

social  
écologique  
féministe  
pacifique  
démocratique  
solidaire  
citoyenne

INPRECOR  
Numéro spécial  
Juin 1997 - n° 414  
Prix : 20 FF, 7 NLG, 125 FB, 5 CHF

**POUR**  
une autre Europe

**CONTRE**  
l'Europe de Maastricht et des multinationales

# Le goût amer d'une victoire incomplète

Par  
Georges Mitralias

**L'insurrection des citoyens albanais s'étant arrêtée à mi-chemin. Elle a été confisquée par un parti socialiste dont le premier souci est maintenant le « désarmement des citoyens armés ».**

Finale des élections ont eu lieu, la défaite de Berisha a été écrasante et les socialistes de Fasto Nano disposent de la majorité des sièges requis pour réviser la constitution. A première vue tout va donc très bien dans cette Albanie qui, il y a encore trois mois, se trouvait au bord de la guerre civile généralisée. La première leçon à tirer de tous ces événements, qui ont bouleversé l'Albanie, est manifeste : la lutte paye ! Le Président Berisha et son régime policier qui paraissaient inébranlables, ont été balayés. La revendication prioritaire du peuple albanais a été satisfaite. Le chemin parcouru pendant seulement quatre mois est énorme. L'exemple albanais ne manquera d'inspirer tous ceux — aux Balkans et ailleurs — qui se confrontent à des régimes antidémocratiques de la même espèce.

Ceci dit, cette indiscutable victoire populaire laisse quand même un goût amer. D'abord, c'est une victoire usurpée, confisquée par ceux qui soit s'accoutumaient bien de Berisha, de sa police secrète et de leurs « pyramides » (les chancelleries européennes et la Maison blanche), soit limitaient leur opposition à quelques appels au secours lancés vers l'Union européenne et les États-Unis (les directions des Socialistes et des autres partis de l'opposition). Ensuite, c'est une victoire incomplète car les vainqueurs des élections font déjà connaître qu'ils ne sont disposés à satisfaire aucune des autres revendications du peuple (dédommagement intégral des victimes des « pyramides », arrestation de Berisha et de ses collaborateurs, démantèlement des appareils répressifs, etc.) C'est enfin une victoire condamnée à être remise en question car rien n'indique que les vainqueurs des élections du 29 juin soient qualitativement différents des bourreaux d'hier.

Evidemment, il faut être éditorialiste du journal *Le Monde* pour oser titrer « Restauration en Albanie » un éditorial qui commence par cette phrase historique : « les communistes sont revenus au pouvoir en Albanie » ! Pas de panique. Le nouveau premier ministre et homme fort du Parti socialiste albanais, Fasto Nano n'a laissé aucun doute : « les axes centraux de notre politique étrangère seront l'adhésion de l'Albanie à l'Europe unie et à l'OTAN ainsi que le développement de nos rapports avec les États-Unis » a-t-il déclaré en présentant son gouvernement devant le Parlement.

Mais il y a plus. Tandis que Berisha siège imperturbable au nouveau Parlement albanais et que les

plus importants des établissements bancaires enrichis grâce aux « pyramides » (par exemple le holding Vefa dont le FMI prévoit la faillite prochaine) continuent leurs activités comme si de rien n'était, le gouvernement Nano a d'autres soucis : le premier ministre lui-même annonce la couleur en déclarant que la priorité des priorités est « le désarmement des citoyens armés » ! Attention, pas le désarmement des bandits, mais « des citoyens armés ».

### Et l'insurrection ?

Pourtant, ce sont ces citoyens armés et leur insurrection qui ont obligé Berisha à former le gouvernement « de transition » du socialiste Bashkim Fino. Ce sont ces citoyens armés qui ont libéré Fatos Nano des geôles de Berisha. Ce sont ces citoyens armés qui ont résisté aux attaques répétées et ont contraint le régime à accepter les élections. Et ce sont eux armés qui ont finalement voté pour les socialistes et leurs alliés. C'est comme si tout cela n'avait jamais existé pour Fatos Nano, le FMI, l'Europe unie et ... l'éditorialiste du *Monde* : seulement, « quelques traditions tribales qui ont pris le dessus » quand « les pyramides financières se sont effondrées » !

Bien au contraire, l'insurrection armée du peuple albanais a bel et bien eu lieu. Malgré ses limites programmatiques (compréhensibles), ses illusions démocratiques (prévisibles) et ses faiblesses organisationnelles (excusables), l'insurrection s'est de fait constituée en contre pouvoir et a dominé la scène politique albanaise pendant les quatre longs mois qui ont fait trembler l'Albanie. Et maintenant, où sont ces insurgés ? Qu'en est-il de leur insurrection ? La réponse n'est pas facile. A première vue, tout indique qu'ils se sont évaporés sans laisser de traces. Même au Sud révolté et méfiant, Faros Nano, est fêté comme un sauveur de la patrie. Pour l'instant, le nouveau gouvernement règne en maître absolu et il n'y a aucune manifestation de mécontentement.

Ce n'est pas une surprise. Les comités insurrectionnels n'étaient pas préparés à une telle évolution de la situation. Ayant accepté l'éventualité d'une victoire sur Berisha ... par procuration, les citoyens révoltés et leur Comité national de salut public ont fait confiance aux Socialistes qui leur promettaient monts et merveilles (par exemple, la récupération de leurs épargnes escroquées). Fatigués et effrayés par la tournure que prenaient les événements (la stratégie de la tension de Berisha, le développement des

bandes armées incontrôlées et mafieuses), ils ont finalement préféré attendre les preuves tangibles des capacités des nouveaux gouvernants. Leur coordination nationale s'est réunie pour la dernière fois à Vlore les 11 et 12 juillet et s'est séparée sans se fixer un nouveau rendez-vous.

Elle a eu pourtant le temps d'avertir que le gouvernement Nano sera jugé sur ses actes et elle a affirmé que toutes ses revendications initiales restaient entières. Et surtout, elle a préféré ne pas répondre aux nouvelles autorités qui lui demandaient déjà de déposer les armes. D'une même voix, tous les Albanais déclarent encore aujourd'hui que les armes ils ne les rendront que quand ils auront leur argent !

### Une seule certitude

Il est sûrement trop tôt pour pouvoir se faire une idée claire de la tournure que prendront les événements sous le gouvernement socialiste. Mais on peut déjà être sûr d'une chose : l'effondrement économique est tel qu'aucune stabilisation — même élémentaire — de la situation n'est prévisible à moyen terme. Si on y ajoute la ferme volonté du gouvernement Nano d'appliquer intégralement tout le « programme de reconstruction » du FMI qui prévoit (en priorité) « des coupes drastiques des dépenses publiques », alors il n'est pas difficile d'imaginer ce qui peut se passer dans ce pays où le chômage atteint 80 % et où 40 % de la population vit au-dessous du seuil de la pauvreté absolue (dixit M. Nano en prononçant son discours d'investiture à la tribune du parlement).

La conclusion est donc facile : l'état de grâce ne peut pas durer éternellement. Les comités insurrectionnels qui n'ont jamais annoncé leur dissolution, soutiennent ce même gouvernement, mais d'une manière ouvertement critique. Etant donné que la marge de manœuvre du nouveau régime reste très limité malgré sa fidélité absolue à l'occident — et surtout à son parrain américain —, beaucoup dépendra de l'insistance » avec laquelle il exigera (bientôt) le désarmement des « citoyens armés ». Le dérapage autoritaire n'étant pas exclu d'avance (le FMI pose comme condition sine qua non pour tout octroi de crédit, le contrôle total du gouvernement sur tout le territoire), la société albanaise qui reste aux aguets, peut de nouveau se mettre en marche pour faire aboutir ses revendications. Et la prochaine fois, elle le fera — sans doute — avec beaucoup moins d'illusions. ■

19 août 1997

## Russie

# Guerre totale entre les clans ennemis des barons du régime

Par  
Georges Mitralias

**Il a suffi d'une vente aux enchères de quelques fleurons très convoités de l'industrie russe pour que vole en éclats l'alliance des sept banques » qui a fait réélire le président Eltsine. Désormais, la lutte fratricide des nababs du régime fait rage tandis qu'au Kremlin souffle un vent de crise.**

La grande vague estivale des privatisations russes laissera son empreinte sur l'avenir de la Russie à plus d'un titre. D'abord, parce qu'elle a fait émerger le groupe Onexim et son jeune dirigeant Vladimir Potanine à la tête d'un empire financier et industriel qui n'a pas son égal dans ce pays. Ensuite, parce qu'elle a fait voler en éclats l'alliance dite des « sept banques » qui a financé et soutenu par tous les moyens la réélection du président Eltsine. Et enfin, parce qu'elle a ouvert la voie aux affrontements politiques et économiques en Russie.

Presque en même temps, la convoitise du fabuleux trésor pétrolier de la mer Caspienne a provoqué une série de grandes manoeuvres géopolitiques de la part du Kremlin et de la Maison blanche, augurant mal de la stabilité d'une région du globe qui s'étend de l'Afghanistan à la Turquie et de l'Iran au Caucase. En somme, l'été 1997 a vu une exacerbation des tensions tant à l'intérieur de la classe dirigeante qu'au « proche étranger » de la Russie (ses chasses gardées historiques) telle qu'on peut affirmer que désormais rien ne sera plus comme avant !

### Une pieuvre nommée Onexim

En l'espace de deux semaines, le groupe Onexim et son dirigeant Vladimir Potanine ont réussi coup sur coup deux exploits historiques : ils se sont emparés de deux bijoux de l'économie russe et ont terrassé tous leurs adversaires. Le 25 juillet, ils ont emporté la vente aux enchères de 25 % des actions du géant des télécommunications russes Sviazinvest, et le 5 août ils ont remporté 38 % de Norilsk, le mastodonte du cuivre, du cobalt, du palladium et surtout du nickel russe ! Mais il y a plus. En emportant ces deux ventes aux enchères, Onexim et ses alliés russes et étrangers (dont le célèbre financier international Georges Soros qui a « oublié » très vite sa condamnation sans appel du capitalisme mafieux pour en devenir maintenant le principal partenaire étranger), ont transformé leur essai financier en « drop » politique bouleversant les rapports de forces jusqu'alors existants au sommet politique de la Russie. Ils se sont mis en position de force en vue des règlements de compte avec les perdants (dont le premier ministre Tchernomyrdine) qui sont d'ailleurs tout aussi décidés à en découdre. A l'heure du partage du grand gâteau, Vladimir Potanine et ses « nouveaux

Russes » à l'appétit insatiable risquent beaucoup, mais partent quand même favoris pour occuper le devant de la scène politique russe.

Mais revenons un peu en arrière afin de mieux présenter les acteurs, les enjeux et la violence de l'affrontement actuel. L'équilibre plus ou moins instable qui régissait les rapports de forces au Kremlin depuis la réélection de Boris Eltsine, a été rompu une première fois en mars 1997 quand le clan du grand parrain des privatisations et vice-premier ministre Anatoly Tchoubaïs a reçu l'apport d'un nouveau venu aux ambitions présidentielles, le jeune protégé d'Eltsine, Boris Nemtsov. S'alliant au très populaire Nemtsov, Anatoly Tchoubaïs et ses ultra-libéraux pouvaient désormais s'attaquer au clan du premier ministre Tchernomyrdine et de ses banquiers tout puissants qui monopolisaient les privatisations et régnaient sans partage sous l'ombre d'un président russe incapable d'assumer pleinement ses fonctions.

Ce n'est pas la première fois que des clans rivaux s'affrontent à l'intérieur des murailles de Kremlin. Mais cette fois il semble qu'il s'agisse d'un affrontement qui dépasse largement les simples conflits de personnes. Son importance tient à ses enjeux qui ne sont autres que l'accaparement de leviers du pouvoir central ainsi que de secteurs stratégiques (et très juteux) de l'économie russe. C'est ainsi que les adjudications successives de Sviazinvest et de Norilsk au groupe du protégé du tandem Tchoubaïs-Nemtsov ont été perçues par leurs adversaires ligüés comme une véritable déclaration de guerre. Après que Tchernomyrdine ait tenté sans succès d'annuler au dernier moment la vente aux enchères de Norilsk, et après qu'Anatoly Tchoubaïs (en vacances en France) ait éconduit les émissaires des futurs perdants, ceux-ci ont mis le feu aux poudres en déclenchant une attaque en règle contre Potanine et ses alliés. L'un après l'autre les journaux « Sévodnia » et « Nezavisimaya Gazeta »

ainsi que les chaînes de télévision NTV et ORT (qui appartiennent ou sont contrôlées par les deux principaux perdants des ventes aux enchères VI. Goussinski et Boris Berezovski) ont lancé un véritable barrage d'accusations contre l'insatiable Vladimir Potanine et son mentor Boris Nemtsov.

Evidemment tout ce beau monde n'avait pas complètement tort. C'est d'ailleurs, le vénérable *Financial Times* qui a affirmé que « si cette adjudication (de Norilsk) avait eu lieu dans n'importe quel autre pays, elle aurait été considérée comme une honte » ! Cependant, il ne faut pas chercher les motivations de la colère de Goussinski-Berezovski-Tchernomyrdine dans la manière peu orthodoxe avec laquelle Potanine et consorts ont mis la main sur les deux fleurons de l'économie russe. Ils avaient déjà acquis dans le passé par simple décret présidentiel d'autres fleurons (par exemple la chaîne NTV) ou étaient devenus milliardaires comme l'ex-apparatchik et actuel Premier ministre Victor Tchernomyrdine dont la fortune atteint les 50 milliards de dollars !

## Le grand appétit

Il faut donc chercher la source du conflit ailleurs et plus précisément dans ce que l'éditorial du *Financial Times* appelle « le très grand appétit de M. Vladimir Potanine aux dents très longue » qui veut faire le vide autour de lui et de ses protecteurs. C'est ainsi que s'il est incontestable que le triumvirat Potanine-Tchoubaïs-Nemtsov représente une génération de « nouveaux Russes » qui veulent et savent s'allier au grand capital international, il serait pour le moins inconsideré de les présenter comme des inconditionnels d'un capitalisme « normal » face au capitalisme sauvage et mafieux de leurs adversaires. D'ailleurs, ce sont les mêmes *Financial Times*, *Economist* et *Wall Street Journal* qui ont vite atténué l'éloge d'un Potanine ouvert à un capitalisme réglementé après la vente aux enchères tout à fait scandaleuse de Norilsk.

Quoi qu'il en soit, c'est désormais un fait que la tristement célèbre « alliance des sept banques » sur laquelle reposait la paix au sommet politico-financier du pays, a éclaté et a laissé place à une guerre fratricide et sans merci qui promet des lendemains dignes de « la nuit des longs couteaux ». Ce n'est pas évidemment un hasard si trois jours après qu'un Goussinski furieux ait déclaré publiquement la guerre à Potanine et consorts, le

président du Comité des privatisations de Saint-Pétersbourg, Mikhail Manevitch, tombait sous les balles d'un tueur professionnel. Bien que des replâtrages de dernière minute ne soient pas à exclure, l'irréparable est déjà fait et tout indique que les mois à venir seront marqués par l'exacerbation de la crise au sommet. En l'absence d'une opposition digne de ce nom, les pilleurs des richesses de la Russie peuvent régler leurs différends en toute impunité.

## Grandes manœuvres autour du pétrole de la mer Caspienne

L'enjeu est de taille et pourrait justifier les pires folies y compris quelques petites guerres locales : la valeur des réserves énergétiques (pétrole et gaz naturel) de la mer Caspienne est estimée au moins à 4 000 milliards de dollars (d'autres estimations font état du double). Seulement il y a un problème : suite à l'éclatement de l'URSS, ce pétrole est réclamé par plus d'un pays (la Russie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Iran) ainsi que par les inévitables compagnies pétrolières occidentales. Mais ce n'est pas tout. Si on ajoute à ce dangereux imbroglio international la volonté de Moscou de maintenir sous influence ses « chasses gardées » traditionnelles, et les efforts américains en vue de détacher les ex-Républiques soviétiques du giron russe, alors on a tous les ingrédients d'un cocktail géopolitique explosif !

En réalité, la ruée vers l'or noir de la mer Caspienne qui a ses protagonistes (Russie et USA) et ses comparses (Azerbaïdjan et Turkménistan), a pris tout son élan la première semaine du mois d'août quand les présidents de la Russie et des États-Unis ont reçu chez eux leurs homologues de Turkménistan et d'Azerbaïdjan. L'importance de ces visites saute aux yeux : Azeri Gueïdar Aliev a signé à Washington des contrats d'une valeur de 10 milliards de dollars avec les compagnies pétrolières américaines Exxon, Chevron, Mobil et Amoco tandis que son collègue turkmène Saparmourad Niazov (qui venait d'annoncer la vente publique à Houston le 3 novembre, d'un important gisement d'hydrocarbures de la mer Caspienne) a signé à Moscou l'acte constitutif de la société mixte russo-turkmène (Turkmenrosgaz). Il faut savoir que la Russie et le Turkménistan extraient ensemble plus de 60 % du gaz mondial.

A première vue rien que de très normal. Pourtant, cet intense ballet diploma-

tique commence à s'éclairer quand on sait que la visite précipitée de M. Niazov à Moscou suivit non seulement celle de M. Aliev à Washington, mais aussi l'annulation brusque du contrat — tout juste signé — entre les sociétés russes Lukoil et Rosneft et la compagnie azerie Socar. Le président Eltsine était très fâché tant de la « trahison » azerie que de l'intrusion américaine dans les chasses gardées russes. Et il n'a pas manqué de manifester publiquement sa colère. En l'espace de quelques jours, le Kremlin a essayé de renverser ses alliances : il a rompu avec l'Azerbaïdjan mais il n'a pas pu le remplacer par le Turkménistan. Détail significatif : l'accord russo-turkmène qui ne prévoit pas l'exportation du gaz en Europe, est déjà dénoncé par le Président Niazov qui déclare « sentir l'odeur des vieilles ambitions russes ».

Le premier round de la lutte acharnée pour le contrôle des hydrocarbures de la mer Caspienne s'est donc terminé par une nette victoire aux points des États-Unis et de leurs sociétés pétrolières. Ce n'est pas une surprise. Les USA gagnent sur tous les tableaux parce qu'ils disposent d'arguments de poids et font preuve d'une grande détermination. Évaluant l'importance du détachement du Turkménistan de l'influence russe, ils lui proposent de le désenclaver grâce à la construction d'un gazoduc qui transporterait son gaz en Turquie via l'Iran ! Il s'agit évidemment d'un « sacrifice » de taille quand on se souvient que le même Iran a été pendant presque 20 ans, le pestiféré de la politique étrangère américaine et que Washington n'a pas hésité il y a seulement un an, à évoquer la célèbre « Iran-Libya sanctions act » pour empêcher la société pétrolière française Total d'investir en Iran !

Encore plus édifiante est pourtant la lune de miel entre Washington et Bakou. "Oubliant" l'interdiction de l'octroi de toute aide américaine à l'Azerbaïdjan (loi dite du « soutien à la liberté » votée par la chambre des Représentants nous la pression du lobby arménien) le gouvernement américain encourage maintenant ses

géants pétroliers à investir en Azerbaïdjan, et n'hésite pas à présenter son président Gueïdar Aliev comme un grand démocrate ! Détail piquant : à la tête de l'entreprise de transformation de cet ex-brejnievien, putschiste et pogromiste en démocrate devenu tout à fait fréquentable se trouve la fine fleur des faucons de la guerre froide, de James Baker à Brent Scowcroft et de Zbigniew Brzezinski à Richard Armitage. Tous travaillent maintenant comme lobbyistes pour le compte de Exxon, Amoco, Mobil et Chevron.

## Et pendant ce temps, les Russes meurent

Comme on le voit, même les tragédies ont leurs côtés grotesques. Cependant, rien ne peut faire oublier que pendant ce beau monde du capitalisme « sauvage » et « civilisé » sort ses couteaux pour se disputer les richesses naturelles de feu l'Union soviétique, la population russe diminue à une allure effrayante ! Le phénomène est unique en temps de paix et donne la mesure des ravages provoqués depuis sept ans.

Oui, le Russe est une espèce en voie de disparition que personne ne semble disposé à protéger. Évidemment ce n'est pas un hasard que la diminution de la population russe ait commencé juste après la dissolution de l'URSS. Ni qu'elle soit proportionnelle au pillage du pays. La progression est terrifiante : tandis qu'en 1992 il y avait en Russie 220 000 plus de morts que de naissances, l'an passé le déficit était de 786 000 ! L'espérance de vie des Russes qui en 1964, avait presque rejoint celle des Américains, se trouve aujourd'hui au niveau de l'Afghanistan ou du Cambodge : 57,6 ans pour les hommes en 1994 (63,8 ans en 1990) et 71 ans pour les femmes russes en 1996 (75 ans en 1990).

Plus que toutes les analyses, c'est finalement cette statistique macabre qui dévoile la réalité du passage de la Russie à l'économie de marché. La Russie, une nation en voie d'extinction ? Peut-être si on en juge par la prévision suivante : seulement 54 % des jeunes russes qui ont maintenant 16 ans atteindront la soixantaine, c'est-à-dire moins qu'à la fin du 19e siècle. L'alcoolisme — et très bientôt le Sida — font des ravages.

Les accidents de toute espèce, les suicides et la criminalité battent tous les records. La pauvreté, l'insécurité et les humiliations sapent irrémédiablement la santé physique et morale d'un grand

peuple qui est au bout de ses forces. En dernière analyse, c'est ça l'envers de la médaille du grand festin que les Potanine et les Tchernomyrdine, les Exxon et les Aliev tiennent sur le corps inanimé d'une nation qui jadis osait rêver d'un monde meilleur.

## Dernière minute

A l'heure où nous bouclons cet article, les rebondissements spectaculaires se succèdent en donnant l'impression que le conflit initial se transforme en lutte pour le pouvoir entre les numéros un et deux du Kremlin. En effet, après deux semaines de « réflexion », le président Eltsine a rompu son silence pour lancer une attaque virulente contre ceux qui spolient les biens publiques. D'abord, il a condamné les organisations des ventes aux enchères de Sviazinvest et Norilsk et a prévenu les intéressés que « de tels scandales ne vont plus se répéter », avant de conclure en promettant de revoir complètement la législation régissant l'adjudication des grandes entreprises publiques.

Trois jours plus tard (19 août), son dauphin Boris Nemtsov contre-attaquait en faisant l'éloge de la vente aux enchères de Sviazinvest et de Norilsk ! Après avoir souligné qu'en Russie « est maintenant en cours la transition du capitalisme sauvage des gangs, où les règles sont dictées par ceux qui essaient de contrôler la propriété de l'État, à une situation où les règles seront dictées par l'État », B. Nemtsov a sommé son ennemi et magnat Boris Berezovski de démissionner du poste de vice-président du Conseil de sécurité : « il est inexcusable de combiner les affaires avec la direction de l'État », a-t-il affirmé avant de faire remarquer que Berezovski exploitait sa position pour faire main basse sur les biens publics.

Désormais, il n'y qu'à attendre la suite des événements, qui promet d'être saisissante. L'automne moscovite sera sûrement très chaud. ■

# VII<sup>e</sup> Forum de São Paulo

## Où va la gauche en Amérique latine ?

Par  
José Martínez Cruz

**Nos camarades du PRT du Mexique ont, comme lors des précédentes rencontres, participé activement aux travaux du Forum de Sao Paulo, ils en proposent une première analyse.**

La VII<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo a réuni à Porto Alegre, au Brésil, du 31 juillet au 3 août 1997, les représentants de 58 partis venus de 20 pays d'Amérique latine, sans compter les invités et observateurs d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Le Forum de São Paulo a été créé en 1970 par le Parti des travailleurs (PT) du Brésil, pour développer des alternatives au processus de globalisation, alors qu'il est plus évident que jamais qu'aucun projet politique de gauche ne peut se limiter à un cadre strictement national. 20 partis avaient participé à cette première rencontre et le Forum en regroupe aujourd'hui 120.

### Capitale de la démocratie

Dans une ambiance de fête suite aux progrès de la lutte démocratique marqués par les élections au Mexique avec la victoire de Cárdenas, les succès du FMLN au Salvador et de Lavalas à Haïti, le VII<sup>e</sup> Forum a mis en évidence les différents visages de la gauche latino-américaine face aux défis des ravages entraînés par la politique néolibérale pour la majorité de la population du sous-continent latino-américain.

La tenue du Forum à Porto Alegre est significative à plus d'un titre. Désignée capitale de la démocratie lors de la rencontre Habitat II organisée par l'ONU, Porto Alegre est gouverné par le Parti des travailleurs depuis 1989. Un des traits les plus significatifs de la gestion de cette ville tient à la mise en place d'un budget participatif, où les citoyens ont la possibilité de s'informer, de donner leur avis et de décider au sujet des principales opérations publiques réalisées dans cette ville de près d'un million d'habitants. La municipalité dirigée par le maire Raul Pont, un dirigeant connu de l'aile gauche du PT, constitue l'un des meilleurs exemples de la conception du pouvoir développée par le PT : transparence de l'information au service des intérêts de la majorité, procédures démocratiques mêlant mécanismes de démocratie participative, pluralisme et tolérance politiques.

Porto Alegre s'était vêtu de fête, alors que la majorité des moyens de communication, entre autres les chaînes de télévision, ont fait l'impasse sur l'événement, se contentant d'en relater les sujets de controverse. En ouverture du Forum se sont produites différentes manifestations politiques, auxquelles s'est associée la population de Porto Alegre, tels que l'hommage à Che Guevara ainsi que des

séminaires thématiques où ont été abordées les questions suivantes : le racisme dans le monde (un appel a été lancé à la solidarité avec le continent africain et la question indigène a été étudiée dans la définition des programmes et la pratique politique des partis et des organisations politiques de l'Amérique latine et de la Caraïbe) ; les nouveaux défis des peuples indigènes face au modèle néolibéral (autonomie et autodétermination, identité culturelle, terre et territoire, droits ancestraux, états pluri-nationaux et multiraciaux, droits de l'homme) ; la question des municipalités (gouvernement local et pouvoir local dans la stratégie démocratique, populaire et socialiste, la ville comme espace de citoyenneté et de démocratie, le budget participatif, les conseils de gestion) ; les mouvements sociaux et les politiques publiques innovantes ; la question de l'environnement et l'écosocialisme comme réponse au néolibéralisme ; la réforme agraire et la résistance aux politiques néolibérales ; la culture, la démocratisation des moyens de communication ; la petite et moyenne entreprise ; le rôle des parlementaires dans la construction de politiques alternatives ; les femmes, les chrétiens, la jeunesse ; le lancement de la revue Terra du Mouvement des sans-terre (MST) et l'organisation d'une manifestation contre la condamnation de José Rainha, un dirigeant du MST condamné à 22 ans de prison dans une parodie de procès.

Les séminaires ont offert une bonne occasion de progresser dans des discussions spécifiques et de coordonner actions et mobilisations dans les luttes sociales à l'échelle continentale. Même si tous les séminaires n'ont pas connu le même succès, celui sur la question femme, entre autres, a permis d'insister sur la reconnaissance effective des questions de sexe par les partis politiques dans leur programme et leur action.

Le Forum a traité assez inégalement les débats stratégiques au sein de la gauche. D'une part, face aux progrès électoraux de la gauche, les discussions ont porté sur les responsabilités de gouvernement assumées par le principaux partis de gauche dans des villes comme Montevideo, San Salvador, Belo Horizonte, Belem et Porto Alegre, et sur le défi que représente pour Cárdenas la direction de la ville de Mexico, entre autres. L'idée que la gauche est capable de gouverner sans courir à un désastre financier ni s'enfoncer dans une impasse, conduit parfois à obscurcir les débats sur la perspective stra-

tégique de la prise du pouvoir. Il est incontestable que des expériences comme celle de Porto Alegre témoignent d'une accumulation de forces et d'expériences dans une perspective socialiste qui impulsent des processus de participation populaire et débordent les mécanismes institutionnels en mettant en cause les politiques néolibérales. Au Forum de São Paulo s'expriment aussi bien des courants qui se proposent d'agir de façon « réaliste » dans le cadre d'une globalisation acceptée impliquant structurellement de n'agir que sur le terrain des réformes, que des organisations se réclamant toujours du socialisme et de l'indépendance de classe, ne renonçant pas à la révolution tout en n'écartant pas une participation institutionnelle et s'efforçant de lier la lutte politique et la lutte sociale dans une processus d'accumulation de forces qui rende possible la modification du panorama international.

## Difficultés et acquis

Dans la phase actuelle, un nombre croissant de luttes des travailleurs dans les différentes parties du monde indique le niveau de résistance des peuples aux politiques néolibérales : il suffit de citer la grève en Corée, les marches d'Amsterdam, la guerre de libération du Zaïre, la grève générale en Equateur, les grèves d'enseignants en Colombie, les occupations d'exploitations et de terres par les sans-terre et sans toit du Brésil, les soulèvements en Argentine, les grèves estudiantines au Nicaragua, les actions de la guérilla en Colombie, les marches paysannes au Paraguay, la résistance de Cuba au blocus yankee, pour ne mentionner que certaines luttes.

De ce point de vue, les documents élaborés par le Groupe de travail, (l'instance dirigeante du Forum qui regroupe 12 des principaux partis et fronts parmi les organisations partie prenante) n'ont pas permis de préciser l'articulation des alternatives populaires et démocratiques au néolibéralisme avec une perspective socialiste. Il s'agit certainement de réflexions impor-

tantes sur différents aspects de la situation politique, sociale et économique de l'Amérique latine, mais leur niveau de généralité a laissé sur leur faim la majorité des participants.

Il est vrai que le Forum ne se définit pas comme une nouvelle organisation internationale, qui nécessiterait un plus haut degré d'accord politique et idéologique, mais l'éventail des références communes tend à s'élargir sans cesse, et cela complique la recherche d'accords au consensus, pour ne pas parler du vote des résolutions.

Au-delà des contradictions croissantes apparues dans le Forum, des différents rôles qu'on lui attribue, celui-ci demeure un espace pluriel ouvert, où la réflexion peut se développer sur les diverses situations politiques que connaissent les peuples d'Amérique latine, un lieu où s'établissent des liens, des relations et des échanges d'expériences qui ne se limitent pas aux sphères dirigeantes, mais impliquent de nombreux militants des pays où se tient le Forum, comme ce fut le cas l'an dernier au Salvador, cette année à Porto Alegre et certainement l'an prochain à Mexico où se tiendra le VIIIe Forum.

Le Forum revêt ainsi un caractère contradictoire, et cela pèse sur l'appréciation de ses aspects positifs comme de ses limitations. C'est incontestablement un outil forgé par des forces plurielles qui se situent sur le terrain de la lutte démocratique et populaire, mais les forces qui se définissent clairement comme socialistes n'y sont pas aujourd'hui majoritaires. Les débats qui traversent différents partis tels que le PT au Brésil, le Front élargi en Uruguay ou le PRD au Mexique se retrouvent dans le Forum, parfois de façon informelle, en parallèle des débats centraux.

Les documents du Forum servent de référence, mais ils ne constituent pas des résolutions qui auraient un caractère contraignant pour les différents partis. Ils ont donc un caractère général et cette fois-ci il a même été convenu de différer de quatre mois leur adoption, afin de constituer une commission intégrant différents partis, dont certains ne sont pas membres du Groupe de travail, pour collecter amendements et suggestions afin d'enrichir les documents. La déclaration finale a été adoptée avec des amendements significatifs quant à l'inclusion de la perspective socialiste et de la lutte anti-impérialiste, la prise en compte des questions de sexe et de la diversité des formes de lutte et de résistance au néolibéralisme.

Le document central souligne la nécessité de « créer des conditions pour universaliser les luttes des exclus d'un système qui progresse par la globalisation des puissants. » « L'objectif est une globalisation alternative de ceux d'en bas, par ceux d'en bas et pour ceux d'en bas, de nous permettre de disposer d'une énergie suffisante, de la capacité de mobilisation nécessaire, mais aussi de la flexibilité et de l'intelligence requises pour renverser intégralement l'affront que représente pour nos peuples l'internationalisme néolibéral. » Tout au long des 136 points du document sont abordés divers thèmes comme le rôle de l'État, la socialisation et le contrôle sur le patrimoine national, le rôle des nouvelles technologies, les investissements étrangers, la stabilité macro-économique et le renforcement de la monnaie nationale et de l'équilibre économique, thèmes sur lesquels il n'existe pas de consensus au sein du Forum.

Au cours du débat, ont été incorporés des éléments touchant plusieurs thèmes : les nouveaux mouvements sociaux, l'émergence des luttes indigènes et des secteurs exclus, le rôle et le poids de la dette interne et externe, la nécessité d'engager des campagnes contre le paiement de la dette, qui se traduit par une saignée des ressources et un mécanisme d'exportation nette de capitaux des pays arriérés vers les bourgeoisies financières des pays développés. Il a été demandé que le Forum joue un rôle de coordination à l'échelle continentale d'initiatives et de campagnes dans la lutte contre la répression, la militarisation, pour la libération des prisonniers politiques, l'obtention de la vérité sur les milliers de disparus politiques, le soutien au dirigeant du MST José Rainha lourdement condamné après une parodie de justice.

## Des débats animés

Les débats les plus animés ont eu lieu à la fin de la rencontre, à propos des organisations engagées dans la lutte armée. Cela avait commencé avec le déplorable veto du PRD mexicain contre l'invitation de Herri Batasuna en qualité d'observateur, après l'inacceptable assassinat par l'ETA de Miguel Angel Blanco Garrido. La discussion de fond sur la violence institutionnelle et les différentes formes de résistance des peuples qui refusent de se soumettre à une légalité qui ne bénéficie qu'aux puissants, cette discussion a été éludée. Même si le Forum a condamné, tardivement, le coup de force de Fujimori à l'ambassade du

Japon au Pérou, il a refusé d'intégrer des organisations comme le MRTA du Pérou ou l'organisation argentine Tous pour la patrie, ce qui témoigne de contradictions évidentes.

Des arguments formels ont été avancés : les normes de fonctionnement établies dans le Forum stipulent qu'une organisation ne peut être admise si une autre organisation du même pays, déjà membre du Forum, s'y oppose, ce qui était le cas pour l'Argentine et le Pérou. Mais ces questions devraient alors pouvoir être tranchées par le plénum en faisant prévaloir le souci de ne pas exclure d'organisation. Cette question devient de plus en plus critique car, alors qu'on multiplie les obstacles à l'intégration d'organisations engagées dans la guérilla, on constate au contraire une attitude prudente et complaisante de la part du Groupe de travail à l'endroit d'organisations comme le Parti de la libération de République dominicaine ou le PRD de Panama, ou encore le MAS du Venezuela ou le PS du Chili qui, au pouvoir, appliquent des recettes néolibérales.

La VIIe rencontre du Forum est à l'image de ces ombres et lumières de la gauche latino-américaine.

Le Forum garde toute son essence progressiste en tant qu'espace pluriel de rencontre et de réflexion internationale, fait particulièrement positif à une époque de regroupement et de réorganisation des forces anticapitalistes. Pour les forces marxistes révolutionnaires, c'est un lieu de rencontre tout à fait intéressant avec les forces démocratiques et populaires, lieu d'échange d'idées et d'expériences dans un cadre pluraliste. Mais il faudrait aussi impulser un processus de rapprochement entre les organisations qui constituent l'aile gauche du Forum de São Paulo, non seulement pour y gagner en cohérence, mais pour jouer un rôle politique plus important dans les luttes qui se déroulent sur notre continent.

Le Forum trouve sa place dans un ensemble d'initiatives, comme le XIVe Festival mondial de la jeunesse et des étudiants à Cuba, les marches européennes contre Maastricht, pour l'emploi et contre l'exclusion qui ont convergé à Amsterdam, la IIe Rencontre intergalactique contre le néolibéralisme qui a eu lieu dans l'État espagnol, ou encore les rencontres contre

la dette au Venezuela et à l'Île Maurice. Ces initiatives internationales, parmi d'autres, témoignent des progrès contradictoires d'une gauche qui, au-delà de ses interrogations et de ses erreurs, commence à accumuler de nouvelles expériences, à œuvrer à la réorganisation de ses forces à l'échelle

internationale aux côtés des travailleurs, des exploités, des opprimés et des exclus en lutte dans cette fin de millénaire qui agonise. ■

## France

### *Le gouvernement Jospin refuse d'abroger les lois racistes de la droite*

Par  
Albert Rochal

**Le 23 août dernier se déroulait le premier anniversaire de l'expulsion policière des sans-papiers de l'église saint Bernard. A l'appel de la coordination nationale des sans-papiers et d'organisations, plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées sur les lieux ; elles ont réclamé la régularisation des sans-papiers ainsi que l'abrogation des lois répressives.**

Les coups de hache pour casser les portes de l'église avaient cristallisé un important mouvement de protestation contre le gouvernement Juppé et de solidarité envers les immigrés en lutte depuis le 18 mars 1996.

Ce mouvement rebondissait quelques mois plus tard lorsque le gouvernement de droite décidait de durcir encore les lois contre les immigrés et d'instaurer une obligation de dénonciation des immigrés hébergés. L'actuel premier ministre socialiste Jospin qui s'était signalé par une grande réticence à appuyer ces mouvements, en prétextant de l'état d'esprit de l'électorat, avait néanmoins été forcé de s'engager à abroger les lois les plus graves et les plus récentes instaurées par la droite, les lois Pasqua et Debré. Cet engagement figurait aussi dans le programme des différents partis de gauche qui sont au gouvernement. Significativement Jospin a confié le dossier de l'immigration à J.P. Chevènement, nommé ministre de l'Intérieur qui représente un courant de la gauche « critique » fortement influencé par le nationalisme et toujours réticent à l'égard des luttes d'immigrés pour leur régularisation. Le soin de présenter un rapport sur les modifications de la politique d'immigration a aussi été confié à un proche de Chevènement, P. Weil qui défend la nécessité d'un consensus avec la droite sur l'immigration alors même que les partis de droite RPR et UDF explorent les chemins d'une convergence électorale avec les fascistes du Front national. Le gouvernement a d'abord publié une circulaire permettant la régularisation d'une petite partie des sans-papiers. Ce texte appelé « circulaire Chevènement » débute ainsi : « Exposée comme les autres pays d'Europe à de fortes pressions migratoires, la France doit lutter contre toutes les formes d'immigration illégale... ». Il fixe des critères de régularisation sévères particulièrement à l'égard des déboutés du droit d'asile et des exigences administratives très difficiles à remplir pour la plupart des sans-papiers. On leur récla-

me des feuilles de salaires, des quittances de loyer, alors que beaucoup de ces personnes étaient justement contraintes à la clandestinité à cause des nouvelles lois que la droite avait mises en œuvre. Il n'y a aucune amnistie et aucun moratoire sur les expulsions, même si pour l'instant on n'a pas encore revu les fameux avions-charter instaurés par la droite. Cette attitude du gouvernement contraste avec la régularisation effectuée par la gauche en 1981 ; à l'époque les critères étaient beaucoup moins stricts. Beaucoup de sans-papiers qui ont accueilli la victoire de la gauche avec soulagement et espoir ont déposé des demandes auprès des préfectures. Plus de cinquante mille dossiers sont déjà enregistrés et on estime qu'au total deux cent mille demandes, chiffre largement supérieur aux prévisions de l'administration, seront déposées jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, date officielle de clôture. Les

testent contre cette circulaire restrictive, qui indique aussi la nature des projets gouvernementaux concernant la nouvelle législation sur l'immigration. Un premier document d'interpellation sur ce sujet, élaboré notamment par le Gisti et le syndicat de la magistrature, était adressé publiquement à L. Jospin. Il indiquait déjà : « Elles (ces associations) constatent que loin de permettre l'intégration, toutes les politiques qui depuis 25 ans ont cherché à réaliser la fermeture des frontières ... ont contribué à l'échec de l'insertion des étrangers, des Français d'origine étrangère et même de certains Français d'ascendance ancienne. Qu'on le veuille ou non, la fermeture des frontières accrédite nécessairement dans l'opinion l'idée que la présence d'étrangers est anormale... C'est pourquoi l'objectif de maîtrise des flux migratoires que s'est à son tour assigné votre gouvernement nous inquiète ». C'est en effet dans cette orientation que le rapport Weil s'inscrit. Lors de sa présentation officielle, le rapporteur a insisté sur son refus de remettre en cause les lois à chaque changement de majorité politique et sur une approche « pragmatique », synonyme du maintien de lois particulièrement discriminatoires. Selon lui c'est à « l'État nation » de juger, en fonction de son intérêt, qui peut entrer dans le pays. Ceux qui à gauche défendent la possibili-

naïveté. Le rapport propose d'améliorer certaines garanties, particulièrement pour les immigrés qualifiés dont le pays a besoin et pour les jeunes issus de l'immigration nés en France, mais aggrave d'autres mesures sur la rétention administrative en dehors d'un contrôle judiciaire et par rapport aux mariages mixtes (français-étrangers). L'ensemble des associations antiracistes s'est élevée contre les propositions de ce rapport ainsi que les Verts et plus modérément le Parti communiste. La présidente du Gisti déclare ainsi : « C'est comme si une droite humaniste s'était chargée de réviser la législation mise en place par une droite plus dure... » Néanmoins lors d'une réunion de tout le gouvernement il a été décidé de mettre en oeuvre le rapport Weil ; seules quelques dispositions particulièrement restrictives ne seraient pas retenues. La presse révèle que lors de cette réunion les ministres membres du Parti communiste et l'écologiste D. Voynet n'ont pas critiqué cette décision, pourtant contraire à tous leurs discours antérieurs.

L'exigence de l'abrogation des lois Pasqua et Debré et de la régularisation de tous les sans-papiers demeure posée. Les députés de gauche ont la majorité à l'Assemblée et peuvent prendre cette mesure qui romprait avec la soumission aux campagnes xénophobes de la droite. ■



© Joël F. Volson

associations antiracistes ayant entrepris d'informer les personnes concernées, pro-

té pour les individus de circuler librement sont accusés d'« ultra-libéralisme » et de